



1975  
1975  
UN/SPC/CONF/1

**RAPPORT**  
**DU COMITÉ**  
**DES UTILISATIONS PACIFIQUES**  
**DE L'ESPACE EXTRA-ATMOSPHERIQUE**

**ASSEMBLÉE GÉNÉRALE**

DOCUMENTS OFFICIELS : VINGT-HUITIÈME SESSION

SUPPLÉMENT N° 20 (A/9020)

**NATIONS UNIES**



**RAPPORT**  
**DU COMITÉ**  
**DES UTILISATIONS PACIFIQUES**  
**DE L'ESPACE EXTRA-ATMOSPHÉRIQUE**

**ASSEMBLÉE GÉNÉRALE**

**DOCUMENTS OFFICIELS : VINGT-HUITIÈME SESSION**

**SUPPLÉMENT N° 20 (A/9020)**



**NATIONS UNIES**

## **NOTE**

**Les cotes des documents de l'Organisation des Nations Unies se composent de lettres majuscules et de chiffres. La simple mention d'une cote dans un texte signifie qu'il s'agit d'un document de l'Organisation.**

## TABLE DES MATIERES

	<u>Paragraphes</u>	<u>Pages</u>
I. INTRODUCTION .....	1 - 15	1
II. RAPPORT DU SOUS-COMITE JURIDIQUE .....	16 - 29	4
III. RAPPORT DU SOUS-COMITE SCIENTIFIQUE ET TECHNIQUE .....	30 - 60	6
A. Promotion des applications des techniques spatiales .....	31 - 43	6
1. Téléoobservations de la Terre par satellites ..	31 - 32	6
2. Programme d'applications spatiales des Nations Unies .....	33 - 36	7
3. Applications des techniques spatiales : institutions spécialisées et autres organisations internationales .....	37 - 43	7
B. Examen des aspects scientifiques et techniques de la coopération internationale .....	44 - 60	9
Echange de renseignements .....	44	9
Enseignement et formation .....	45 - 53	9
Installations internationales de lancement de fusées-sondes .....	54	10
Enregistrement par l'Organisation des Nations Unies des objets lancés dans l'espace ....	55	10
Examen du rôle et des fonctions du Sous-Comité et coordination entre les divers organismes des Nations Unies .....	56 - 60	10
IV. RAPPORT DU GROUPE DE TRAVAIL DES SATELLITES DE RADIODIFFUSION DIRECTE .....	61 - 66	12
V. QUESTIONS DIVERSES .....	67 - 68	13
1. Elargissement de la composition du Comité .....	67	13
2. Mesures en vue d'accroître l'efficacité de la Division de l'espace extra-atmosphérique .....	68	13
VI. TRAVAUX FUTURS DU COMITE ET DE SES ORGANES SUBSIDIAIRES .....	69 - 73	14

## TABLE DES MATIERES (suite)

### Pages

#### ANNEXES

I.	Déclaration d'ouverture prononcée par le Président à la 120ème séance du Comité, le 25 juin 1973 .....	15
II.	Rapport du Président du Groupe de travail officieux .....	24
	Appendice A - Projet de traité concernant la Lune .....	26
	Appendice B - Projet de convention sur l'immatriculation des objets lancés dans l'espace extra-atmosphérique .....	40

## I. INTRODUCTION

1. Le Comité des utilisations pacifiques de l'espace extra-atmosphérique s'est réuni du 25 juin au 6 juillet 1973, au Siège de l'Organisation des Nations Unies, sous la présidence de M. Peter Jankowitsch (Autriche). M. Ion Datcu (Roumanie) était vice-président et M. Celso A. de Souza e Silva (Brésil), rapporteur. Les comptes rendus sténographiques des séances du Comité ont été distribués sous les cotes A/AC.105/PV.120 à 130.

### Réunion des organes subsidiaires

2. La douzième session du Sous-Comité juridique s'est tenue du 26 mars au 20 avril au Siège de l'Organisation des Nations Unies sous la présidence de M. Eugeniusz Wyzner (Pologne). Les comptes rendus analytiques des séances du Sous-Comité ont été distribués sous les cotes A/AC.105/C.2/SR.192 à 207. Le rapport du Sous-Comité a été distribué sous la cote A/AC.105/115.

3. La dixième session du Sous-Comité scientifique et technique a eu lieu du 7 au 18 mai 1973 au Siège de l'Organisation des Nations Unies, sous la présidence de M. J. H. Carver (Australie). Les comptes rendus analytiques des séances du Sous-Comité ont été distribués sous les cotes A/AC.105/C.1/SR.103 à 114 et A/AC.105/C.1/SR.117. Le rapport du Sous-Comité a été distribué sous la cote A/AC.105/116.

4. La quatrième session du Groupe de travail des satellites de radiodiffusion directe s'est tenue du 11 au 22 juin 1973, au Siège de l'Organisation des Nations Unies, sous la présidence de M. Olof Rydbeck (Suède). Le rapport du Groupe de travail a été distribué sous la cote A/AC.105/117.

### Seizième session du Comité

5. Le Comité des utilisations pacifiques de l'espace extra-atmosphérique a commencé sa seizième session le 25 juin 1973 et a adopté l'ordre du jour suivant :

1. Déclaration du Président.
2. Examen des rapports :
  - a) Rapport du Sous-Comité juridique (A/AC.105/115);
  - b) Rapport du Sous-Comité scientifique et technique (A/AC.105/116);
  - c) Rapport du Groupe de travail des satellites de radiodiffusion directe (A/AC.105/117).
3. Questions diverses.
4. Rapport du Comité à l'Assemblée générale.

6. Ayant été informé que son Rapporteur, M. Celso A. de Souza e Silva, était nommé à un nouveau poste, le Comité a décidé, à sa 129ème séance, d'ajouter à son ordre du jour le point supplémentaire suivant : "Election du Rapporteur". A l'issue de sa session (130ème séance), il a élu M. Luiz Felipe de Seixas-Corrêa (Brésil) aux fonctions de Rapporteur.

7. Outre les rapports du Sous-Comité juridique, du Sous-Comité scientifique et technique et du Groupe de travail des satellites de radiodiffusion directe, le Comité était saisi des documents suivants :

A/AC.105/L.69	Principes susceptibles de régir les activités de télédétection des ressources terrestres depuis l'espace extra-atmosphérique (texte présenté par la France)
A/AC.105/L.70	Ordre du jour provisoire de la seizième session
A/AC.105/L.71	Satellites de radiodiffusion directe (document de travail présenté par les Etats-Unis d'Amérique) <sup>x</sup>
A/AC.105/L.72	Situation du programme d'applications spatiales des Nations Unies (Etat présenté par le Secrétaire général conformément à la règle 113.1 du règlement financier et des règles de gestion financières de l'Organisation des Nations Unies)
A/AC.105/L.74	Projet de traité concernant la Lune (Autriche : proposition)
A/AC.105/L.118	Note d'information du Secrétaire général. Evaluation des documents de l'ONU et d'autres données concernant la téléobservation de la Terre par satellites
A/AC.105/L.119	Projet de l'Organisation météorologique mondiale relatif aux cyclones tropicaux : rapport sur l'état des travaux

8. Les représentants des Etats Membres ci-après ont assisté à la session : Argentine, Australie, Belgique, Brésil, Bulgarie, Canada, Egypte, Etats-Unis d'Amérique, France, Inde, Iran, Italie, Japon, Maroc, Mexique, Mongolie, Pologne, Roumanie, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Sierra Leone, Suède, Tchécoslovaquie, Union des Républiques socialistes soviétiques.

---

<sup>x</sup> Ce document est cité au paragraphe 5 d) ii) du rapport du Groupe de travail des satellites de radiodiffusion directe (A/AC.105/117).

9. Ont également participé à la session des représentants des institutions spécialisées suivantes : Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO), Organisation mondiale de la santé (OMS) et Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA), ainsi qu'un représentant de l'Organisation européenne de recherches spatiales (CERS).

10. La liste des représentants des Etats Membres et des institutions spécialisées ayant pris part à la session figure dans le document A/AC.105/XVI/INF.1.

11. A la séance d'ouverture (120ème séance), le Président du Comité a fait une déclaration dans laquelle il a exposé les faits saillants qui ont marqué, depuis la quinzième session du Comité en septembre 1972, l'action nationale ou fondée sur la coopération internationale touchant les utilisations pacifiques de l'espace extra-atmosphérique. Le texte de sa déclaration est reproduit à l'annexe I.

12. A la même séance, le Comité a décidé de créer un groupe de travail plénier officieux chargé d'examiner le projet de traité concernant la Lune et le projet de convention sur l'immatriculation des objets lancés dans l'espace et d'essayer de progresser vers un accord sur ces deux projets.

13. La discussion générale consacrée par le Comité aux questions dont il était saisi a eu lieu de la 121ème à la 126ème séance, entre le 26 juin et le 2 juillet; au cours de ces séances, des déclarations ont été faites par les représentants des pays ci-après : Argentine, Australie, Autriche, Belgique, Brésil, Bulgarie, Canada, Egypte, Etats-Unis d'Amérique, France, Inde, Iran, Italie, Japon, Mexique, Mongolie, Pologne, Roumanie, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Sierra Leone, Suède, Tchécoslovaquie et Union des Républiques socialistes soviétiques. Les textes de ces déclarations ont été reproduits dans les comptes rendus sténographiques des 121ème à 126ème séances du Comité. Le représentant de l'Organisation européenne de recherches spatiales (CERS) a pris lui aussi la parole; sa déclaration figure dans le compte rendu de la 127ème séance.

14. Le Comité s'est félicité des activités spatiales qui ont marqué le 500ème anniversaire de la naissance du célèbre astronome polonais Nicolas Copernic, en particulier du lancement de deux satellites artificiels, l'un par l'URSS, en collaboration avec la Pologne, et l'autre par les Etats-Unis, ainsi que d'autres manifestations scientifiques, dont il est fait état au paragraphe 9 du rapport du Sous-Comité scientifique et technique.

15. Après avoir examiné les diverses questions dont il était saisi et passé en revue les résultats des travaux du groupe de travail officieux mentionné au paragraphe 12 ci-dessus, le Comité a adopté, à sa 130ème séance, son rapport à l'Assemblée générale, avec des conclusions et recommandations énoncées dans les paragraphes suivants.

## II. RAPPORT DU SOUS-COMITE JURIDIQUE

16. Le Comité a pris note avec satisfaction du rapport du Sous-Comité juridique sur les travaux de sa douzième session (A/AC.105/115).

17. Il a constaté que, conformément à la recommandation faite par le Comité à sa quinzième session, le Sous-Comité juridique poursuivait en priorité l'examen du projet de traité concernant la Lune et du projet de convention sur l'immatriculation des objets lancés dans l'espace.

18. A cet égard, le Comité s'est félicité de ce que le Sous-Comité juridique, par l'intermédiaire des deux Groupes de travail qu'il avait reconstitués à cet effet, ait accompli de nouveaux progrès dans le sens d'un accord sur certaines dispositions de ces deux projets d'instruments internationaux, comme il est indiqué aux paragraphes 14 à 19 et 20 à 26 du rapport du Sous-Comité.

19. Le Comité a noté en particulier que le Groupe de travail I du Sous-Comité avait approuvé le texte de six dispositions du projet de traité concernant la Lune, comme il est dit au paragraphe 17 du rapport du Sous-Comité, et que le Groupe de travail II avait approuvé le texte du préambule et de 10 articles, ainsi que le titre du projet de convention sur l'immatriculation, comme il est mentionné au paragraphe 24 du rapport. En outre, le Comité a pris note de la déclaration du Président du Groupe de travail II concernant diverses questions examinées par ce groupe dans le cadre du projet de convention sur l'immatriculation, comme il est signalé au paragraphe 25 du rapport du Sous-Comité.

20. Le Comité a également noté qu'il fallait encore aplanir certaines divergences de vues pour achever d'élaborer le texte du projet de traité concernant la Lune et celui du projet de convention sur l'immatriculation.

21. A cet égard, il a pris note des recommandations du Sous-Comité figurant aux paragraphes 19 et 26 de son rapport et tendant à ce que le Comité ne ménage aucun effort pour terminer l'élaboration du projet de traité concernant la Lune et du projet de convention sur l'immatriculation, afin que ces deux textes puissent être présentés pour adoption à l'Assemblée générale à sa vingt-huitième session.

22. Pour répondre à ces recommandations, le Comité a décidé à sa séance d'ouverture (120ème séance) de constituer un groupe de travail plénier officieux chargé, comme il est indiqué au paragraphe 12, d'examiner le projet de traité concernant la Lune et le projet de convention sur l'immatriculation et d'essayer de progresser vers un accord sur ces deux projets.

23. Le groupe de travail officieux a tenu six séances sous la présidence du Président du Comité.

24. Le Comité a pris note avec satisfaction du rapport du Président du groupe de travail officieux; celui-ci constitue l'annexe II du présent rapport.

25. Le Comité a pris note du document de travail relatif à l'article X du projet de traité concernant la Lune présenté par la délégation autrichienne (A/AC.105/L.74). Ce document reproduit le texte d'une proposition que le représentant de l'Autriche a soumise pendant les consultations officieuses, en sa qualité de Président.

Bien qu'aucun accord ne se soit fait sur ce texte, certaines délégations ont estimé que cette proposition pourrait être utile lors de prochaines délibérations sur le projet de traité concernant la Lune et ont en conséquence prié la délégation autrichienne de la déposer officiellement, afin qu'elle soit incluse dans le présent rapport<sup>x</sup>. D'autres délégations ont estimé que le texte élaboré initialement au cours des consultations officielles et examiné par le Groupe de travail I du Sous-Comité juridique, à sa douzième session, servirait utilement de base à la recherche d'un accord sur la question des ressources naturelles de la Lune et d'autres corps célestes, et elles ont donc exprimé le souhait que ce texte soit également inclus en annexe au présent rapport<sup>x</sup>. Selon d'autres délégations encore, les textes présentés précédemment au Sous-Comité juridique constitueraient eux aussi un point de départ utile à des délibérations ultérieures sur cette question.

26. Le Comité a également pris note du fait que, faute de temps, le Sous-Comité juridique n'avait pu examiner les autres questions inscrites à l'ordre du jour de sa douzième session, à savoir les questions relatives à la définition ou à la délimitation de l'espace extra-atmosphérique et des activités spatiales, les différentes conséquences des télécommunications spatiales, avec le rapport du Groupe de travail des satellites de radiodiffusion directe, et les questions relatives aux activités menées au moyen de satellites de télédétection des ressources terrestres, mais le Comité a noté que certaines délégations n'en avaient pas moins fait connaître leurs vues en la matière au cours de la discussion générale.

27. Il a également noté que le Sous-Comité avait envisagé de modifier l'ordre de priorité des points inscrits à son ordre du jour et estimé que le Comité voudrait peut-être lui-même également examiner cette question, compte tenu des débats du Sous-Comité juridique et de tout fait qui pourrait intervenir avant et pendant la session du Comité.

28. Le Comité, ayant présente à l'esprit la résolution 2915 (XXVII) de l'Assemblée générale en date du 9 novembre 1972, a prié le Sous-Comité juridique de ne ménager aucun effort pour terminer en priorité, à sa prochaine session, l'élaboration du projet de traité concernant la Lune et du projet de convention sur l'immatriculation. Il lui a également demandé d'examiner à sa prochaine session la question de l'élaboration de principes régissant l'utilisation par les Etats de satellites artificiels de la Terre aux fins de la télévision directe, en vue de conclure un accord ou des accords internationaux, conformément à la résolution 2916 (XXVII) de l'Assemblée générale en date du 9 novembre 1972, compte dûment tenu des résultats des travaux du Groupe de travail des satellites de radiodiffusion directe, dont il est question au paragraphe 66 du présent rapport. Il a aussi noté, à ce propos, que l'Assemblée générale avait adopté la résolution 2917 (XXVII), ce même 9 novembre 1972.

29. Le Comité a prié par ailleurs le Sous-Comité juridique de consacrer ensuite une partie des travaux de sa prochaine session à l'examen des incidences juridiques de la télédétection des ressources terrestres, de manière à donner suite à la demande du Groupe de travail de la télédétection terrestre par satellites, qui souhaitait connaître les vues du Sous-Comité juridique sur la question. Il a enfin prié le Sous-Comité juridique d'étudier, dans la mesure où il en aurait le temps, les questions relatives à la définition ou à la délimitation de l'espace extra-atmosphérique et des activités spatiales.

---

<sup>x</sup> Le Comité a décidé d'annexer ces textes au présent rapport (voir A/AC.105/PV.130). Ils sont reproduits à l'annexe II (Appendice A).

### III. RAPPORT DU SOUS-COMITE SCIENTIFIQUE ET TECHNIQUE

30. Le Comité a pris note avec satisfaction du rapport du Sous-Comité scientifique et technique sur les travaux de sa dixième session (A/AC.105/116). Au cours de l'examen des diverses recommandations figurant dans ce rapport, il a exprimé les vues ci-après.

#### A. Promotion des applications des techniques spatiales

##### 1. Téléobservations de la Terre par satellites

31. Le Comité a noté que le Sous-Comité scientifique et technique avait consacré une bonne partie de sa dixième session à l'examen du rapport de son Groupe de travail de la télédétection terrestre par satellites (A/AC.105/111), dont le Sous-Comité avait fait l'éloge pour la façon dont il s'était acquitté de son mandat. Il s'est félicité des progrès réalisés par le Groupe de travail et du stade avancé de ses travaux dans le domaine prometteur des applications des techniques spatiales. Comme le Sous-Comité, le Comité a approuvé le plan des travaux futurs du Groupe de travail, tel qu'il est exposé dans son rapport d'activité.

32. En particulier, il a approuvé les recommandations faites par le Sous-Comité au paragraphe 14 de son rapport (A/AC.105/116) et tendant à ce que :

- L'on prépare une deuxième enquête sur les utilisateurs potentiels de la télédétection par satellites [alinéa a) du paragraphe 14/;
- Le Secrétaire général recueille des renseignements supplémentaires récents auprès de toutes les institutions spécialisées et des autres organismes compétents des Nations Unies, ainsi que des organisations internationales représentées au Sous-Comité en qualité d'observateurs, sur leurs activités liées à la télédétection [alinéa b) du paragraphe 14/;
- Le spécialiste des applications des techniques spatiales organise des journées régionales de formation à l'intention des pays en voie de développement, destinées à former des spécialistes de la télédétection et de l'interprétation des images et des données recueillies par satellites et autres plates-formes [alinéa c) du paragraphe 14/;
- Le spécialiste des applications des techniques spatiales prenne des dispositions pour faire ressortir le rôle que la télédétection peut jouer dans des domaines tels que la cartographie [alinéa d) du paragraphe 14/;
- Le Groupe de travail crée un groupe spécial chargé d'étudier la diffusion et l'utilisation des données [alinéa e) du paragraphe 14/;
- L'on rédige une brochure d'information sur la télédétection [alinéa f) du paragraphe 14/.

## 2. Programme d'applications spatiales des Nations Unies

33. Le Comité a examiné le rapport du Sous-Comité sur la situation du programme d'applications spatiales des Nations Unies, telle qu'elle est décrite aux paragraphes 15 à 19 de ce rapport.

34. Il a noté avec satisfaction que de nouveaux progrès avaient été réalisés dans l'exécution du programme et, à cet égard, il a remercié le nouveau spécialiste des applications des techniques spatiales, M. H. G. S. Murthy, qui avait poursuivi avec succès la mise en oeuvre du programme d'applications spatiales des Nations Unies et aidé à mettre au point un nouveau programme, comme il est indiqué dans son rapport et ainsi qu'il ressort du programme de travail pour 1974.

35. Le Comité a partagé l'avis du Sous-Comité, qui avait accepté en principe la proposition du spécialiste tendant à planifier à l'avenir le programme d'applications spatiales en s'appuyant sur des considérations à long terme, comme c'est le cas pour d'autres programmes des Nations Unies.

36. Le Comité a approuvé la recommandation tendant à ce que le programme d'applications spatiales fasse l'objet d'un réexamen annuel; après avoir entendu l'avis de ses membres, il a approuvé le programme pour 1974, tel qu'il est exposé au paragraphe 19 du rapport du Sous-Comité, sous réserve que son coût, tel qu'il est indiqué en détail dans le document A/AC.105/L.72 sur les incidences financières et administratives du programme, n'excède pas 87 000 dollars. Certaines délégations ont émis l'opinion que le programme d'applications spatiales devrait être développé, à la fois en volume et en portée, et qu'il devrait, pour être plus efficace, recevoir un appui financier accru; elles ont déploré que le montant initial de 130 000 dollars proposé par le spécialiste des applications des techniques spatiales pour l'exécution du programme de 1974 n'ait pu être accepté. Certaines délégations ont estimé que les sommes approuvées étaient suffisantes.

## 3. Applications des techniques spatiales : institutions spécialisées et autres organisations internationales

37. Le Comité a pris note de l'utile contribution apportée par le PNUD, les institutions spécialisées et d'autres organisations internationales qui ont participé aux travaux de la dixième session du Sous-Comité, ainsi qu'il est indiqué aux paragraphes 20 à 26 de son rapport.

38. Il a noté avec satisfaction que les institutions spécialisées, en particulier l'OMM, l'UIT, l'UNESCO et la FAO avaient continué, comme les années précédentes, de participer activement à l'exécution du programme des Nations Unies pour la promotion de la coopération internationale dans le domaine des applications pratiques des techniques spatiales.

39. En particulier, il s'est félicité du concours apporté par l'OMM lors des journées d'étude et de formation ONU/OMM sur l'utilisation des données météorologiques recueillies par satellite qui ont eu lieu au Mexique en novembre et décembre 1972, et il a remercié l'UNESCO et l'UIT de leur participation aux journées

d'étude des Nations Unies sur les systèmes de radiodiffusion éducative par satellites qui se sont tenues en Inde en décembre 1972. Il s'est réjoui à l'idée que les institutions spécialisées continueraient de coopérer à l'organisation de séminaires et journées d'étude sur divers aspects des applications des techniques spatiales, y compris le séminaire régional ONU/UNESCO sur les systèmes de radiodiffusion par satellites aux fins de l'enseignement et du développement qui doit se tenir en Afrique en 1973. Il a noté à ce propos que des journées de formation ONU/OMM sur l'interprétation et l'utilisation des données météorologiques recueillies par satellite étaient prévues en Afrique à l'intention des pays en voie de développement, et il a exprimé l'espoir que l'OMM s'efforcerait de fournir une contribution financière à cette entreprise commune.

40. Il a noté qu'en application de la recommandation du Comité et de l'Assemblée générale, l'OMM poursuivait ses efforts en vue de trouver les moyens d'atténuer les effets nuisibles des tempêtes tropicales, conformément aux résolutions 2733 D (XXV) et 2914 (XXVII) de l'Assemblée, en date respectivement du 16 décembre 1970 et du 9 novembre 1972, et il s'est félicité des progrès que l'OMM a réalisés à cet égard et qui sont mentionnés dans son rapport (A/AC.105/119).

41. Le Comité a pris note des activités entreprises par l'OMCI dans le domaine des satellites maritimes, mentionnées au paragraphe 24 du rapport du Sous-Comité. Considérant qu'il est important de disposer d'informations dans ce nouveau domaine d'application des techniques spatiales, le Comité a prié le Secrétaire général de demander à l'OMCI de bien vouloir fournir au Comité des renseignements sur ses activités dans ce domaine.

42. Il a également noté avec satisfaction le rôle que le Comité de la recherche spatiale (COSPAR) continuait de jouer dans ses travaux. Il a aussi pris note de la déclaration faite par le représentant de la CERS, qui avait exposé les activités entreprises par son organisation pour promouvoir la coopération internationale dans le domaine des utilisations pacifiques de l'espace extra-atmosphérique, et notamment des applications pratiques des techniques spatiales.

43. Le Comité a reconnu l'importance que présentent pour les Etats Membres des renseignements concernant l'assistance que les Nations Unies peuvent fournir en matière d'application des techniques spatiales comme ceux qui sont énoncés au paragraphe 28 du rapport du Sous-Comité. Après avoir examiné la recommandation faite par le Sous-Comité dans ce paragraphe, il a décidé de demander au Secrétaire général d'établir un rapport détaillé, comme il est indiqué dans ce paragraphe - dans les limites des ressources financières et autres qui sont à sa disposition - sur l'assistance qui est fournie sous diverses formes aux pays en voie de développement par les Nations Unies, et en particulier par le Programme des Nations Unies pour le développement et par les institutions spécialisées, dans le domaine des applications spatiales. Devraient également figurer dans ce rapport les informations et l'évaluation nécessaires touchant la possibilité d'accroître l'aide fournie dans ce domaine par les divers organismes des Nations Unies.

B. Examen des aspects scientifiques et techniques  
de la coopération internationale

Echange de renseignements

44. Le Comité a pris note avec satisfaction des rapports présentés par les Etats Membres sur leurs programmes spatiaux nationaux ou fondés sur la coopération internationale pour 1972. Il s'est également félicité des rapports supplémentaires sur les programmes de coopération bilatérale ou multilatérale présentés au Comité en cours de session. En particulier, il a noté avec plaisir que le Gouvernement des Etats-Unis avait annoncé, le 9 octobre 1972, qu'il fournirait une assistance à d'autres pays en matière de lancement, sans discrimination et contre remboursement, pour tout programme de satellite conforme aux arrangements internationaux existants.

Enseignement et formation

45. Le Comité a examiné les divers projets de coopération internationale touchant l'enseignement et la formation dans le domaine des applications pratiques des techniques spatiales - notamment les réunions de groupes d'étude techniques - mentionnés aux paragraphes 31 à 34 du rapport du Sous-Comité.

46. A cet égard, il a remercié le Gouvernement mexicain, qui a accueilli à Mexico, en novembre-décembre 1972, les journées d'étude et de formation ONU/OMM sur l'utilisation des données météorologiques recueillies par satellite, et le Gouvernement indien, hôte du Groupe d'étude des systèmes de télévision éducative par satellite (ONU) qui s'est réuni à New Delhi et à Ahmedabad en décembre de la même année.

47. Il a également remercié le Gouvernement français qui, sous l'égide de l'ONU et de l'OMM, a réuni un séminaire de météorologie à Paris, en mai de cette année, et organisera une école d'été sur la télédétection à Tarbes en août-septembre; à cette occasion, l'ONU fournira une assistance financière destinée à couvrir les frais de voyage de 13 participants de pays en voie de développement, dont les frais de séjour, ainsi que ceux d'autres participants, seront à la charge de la France.

48. Enfin, il a remercié le Gouvernement kényen, qui a accepté d'accueillir à Nairobi, cette année, le séminaire régional ONU/UNESCO sur les systèmes de satellites de radiodiffusion au service de l'enseignement et du développement.

49. Le Comité a également remercié le représentant du Japon de son exposé sur la réunion du Groupe d'étude des systèmes de satellites éducatifs (ONU), que le Japon accueillera en 1974, et le représentant de l'Egypte, qui a annoncé que son pays organiserait un séminaire régional sur les applications de la télédétection au cours du second semestre de 1974.

50. Il a d'autre part noté avec satisfaction que le Gouvernement brésilien avait confirmé que le Brésil était disposé à accueillir les journées de formation sur les applications de la télédétection à la cartographie et à l'utilisation des terres, journées qui sont inscrites au programme d'application des techniques spatiales pour 1974.

51. Le Comité a de nouveau recommandé aux Etats Membres qui exécutent des programmes d'applications des techniques spatiales d'organiser des réunions de ce genre, soit à l'échelon régional, soit sur une échelle plus vaste, en vue de favoriser au maximum les échanges de renseignements et d'expériences dans ce nouveau domaine du développement, en particulier en ce qui concerne les pays en voie de développement.

52. Il a remercié les Gouvernements du Brésil, des Etats-Unis, de l'Italie, du Japon et du Royaume-Uni, qui ont renouvelé leur offre de mettre à la disposition des pays en voie de développement des bourses d'études supérieures dans des disciplines touchant aux sciences et aux techniques spatiales comme le Sous-Comité l'a indiqué au paragraphe 32 de son rapport. Il s'est également félicité de l'offre de l'Inde, qui a proposé à la présente session de fournir chaque année jusqu'à 10 bourses de perfectionnement en techniques spatiales, couvrant les frais de séjour et les frais de déplacements effectués à l'intérieur du pays en liaison avec la formation.

53. En signalant les offres de bourses à l'attention des Etats Membres, et plus particulièrement des pays en voie de développement, le Comité a noté que certaines délégations avaient fait observer que ces offres devraient, si possible, comprendre la prise en charge des frais de voyage, de manière que les candidats des pays en voie de développement soient plus nombreux à en profiter.

#### Installations internationales de lancement de fusées-sondes

54. Le Comité a partagé la satisfaction exprimée par le Sous-Comité au paragraphe 35 de son rapport au sujet des projets de coopération internationale exécutés à la base équatoriale de lancement de fusées de Thumba (Centre spatial Vikram Sarabhai), en Inde, et à la station Celpa de Mar del Plata, en Argentine. Il a donc recommandé que l'Assemblée générale continue d'accorder le patronage de l'ONU à ces deux bases.

#### Enregistrement par l'Organisation des Nations Unies des objets lancés dans l'espace

55. Le Comité a noté avec satisfaction que, conformément aux paragraphes 1 et 2 de la résolution 1721 B (XVI) de l'Assemblée générale, les Etats Membres avaient continué de fournir des renseignements au sujet des objets qu'ils avaient mis sur orbite. Depuis le dernier rapport du Comité, des renseignements ont été fournis par les Etats-Unis d'Amérique, la France et l'Union des Républiques socialistes soviétiques. Les renseignements reçus ont été consignés dans le registre public tenu par le Secrétaire général et distribués sous les cotes A/AC.105/INF.259 à 273.

#### Examen du rôle et des fonctions du Sous-Comité et coordination entre les divers organismes des Nations Unies

56. Le Comité a examiné la partie du rapport du Sous-Comité relative à ses travaux futurs (par. 36 à 44).

57. En ce qui concerne le rôle et les fonctions du Sous-Comité, le Comité, ayant examiné les vues exprimées par le Sous-Comité aux paragraphes 36 à 39, a recommandé que, pour ses travaux futurs, celui-ci s'inspire des principes énoncés

à la section V de son rapport. On a souligné la nécessité d'examiner plus à fond les principes sur lesquels on s'était fondé pour définir le rôle et les fonctions du Sous-Comité ainsi que pour fixer la fréquence de ses réunions. Le Sous-Comité devrait aussi se pencher sur la question du contenu et de la mise à exécution du programme d'assistance dans le domaine des applications des techniques spatiales, et soumettre des recommandations en la matière. Le Comité a donc considéré que cette question devait être suivie de près par le Sous-Comité et par lui-même.

58. Le Comité a fait sienne la conclusion exprimée par le Sous-Comité au paragraphe 39, à savoir que parmi les sujets à examiner en priorité à sa prochaine session figurent la téléobservation de la Terre par satellites sous tous ses aspects - y compris la contribution des satellites à la solution des problèmes de l'environnement - et le programme d'applications spatiales des Nations Unies, au sujet duquel le Secrétaire général a été prié d'établir les documents d'information nécessaires.

59. A propos de la coordination entre les divers organismes des Nations Unies, question sur laquelle le Sous-Comité a exprimé ses vues et formulé des recommandations aux paragraphes 42 et 44 de son rapport, le Comité a rappelé qu'il avait déjà, pour sa part, souligné la nécessité d'une bonne coordination des activités touchant aux utilisations pacifiques de l'espace extra-atmosphérique et soumis à l'Assemblée générale des recommandations en ce sens 1/.

60. En conséquence, le Comité a approuvé les conclusions formulées par le Sous-Comité aux paragraphes 43 et 44 de son rapport, concernant la nécessité d'améliorer la coordination et d'organiser régulièrement des réunions de coordination entre les organismes et des réunions entre les services du Secrétariat de l'ONU.

---

1/ Voir Documents officiels de l'Assemblée générale, vingt-cinquième session, Supplément No 20 (A/8020) et ibid., vingt-sixième session, Supplément No 20 (A/8420).

#### IV. RAPPORT DU GROUPE DE TRAVAIL DES SATELLITES DE RADIODIFFUSION DIRECTE

61. Le Comité a pris note avec intérêt du rapport du Groupe de travail des satellites de radiodiffusion directe sur sa quatrième session (A/AC.105/117) et a noté que le Groupe avait étudié, conformément à la demande qui lui avait été faite par le Comité à sa quinzième session, les nouveaux éléments importants dont il avait eu connaissance depuis sa dernière session. Le Comité s'est déclaré satisfait des progrès accomplis par le Groupe.

62. Il a noté que le Groupe de travail avait été informé de l'évolution récente des techniques et des plans actuels touchant les satellites de radiodiffusion directe, notamment des projets de coopération internationale intéressant le premier satellite expérimental ATS-F, qui doit être lancé en 1974, et le satellite CTS, dont le lancement est prévu pour 1975.

63. Plus particulièrement, il a noté que le Groupe de travail s'était félicité des résultats de la Conférence administrative mondiale des radiocommunications spatiales, tenue à Genève en 1971, qui représentaient, à son avis, un progrès sensible dans le sens du développement méthodique de la radiodiffusion par satellites.

64. Le Comité a également pris note des activités poursuivies par l'ONU, l'UNESCO, l'UIT et l'OMPI dans divers domaines liés à l'utilisation de satellites de radiodiffusion directe, telles qu'elles ont été portées à la connaissance du Groupe de travail. A cet égard, il a noté avec satisfaction les divers programmes d'enseignement et de formation entrepris par les organismes des Nations Unies, dans certains cas avec l'aide financière du PNUD.

65. Le Comité a également noté que le Groupe de travail avait examiné la question de l'élaboration de principes devant régir l'utilisation par les Etats de satellites artificiels de la Terre aux fins de la télévision directe, question mentionnée dans la résolution 2916 (XXVII) de l'Assemblée générale. A cet égard, il a pris note des vues exprimées par les membres du Groupe de travail sur les divers sujets et domaines examinés, ainsi que sur la nature et les modalités de la réglementation internationale que l'on pourrait adopter en ce qui concerne la radiodiffusion directe par satellites.

66. Le Comité, après avoir examiné les conclusions et recommandations du Groupe de travail, a décidé de la convoquer à nouveau et a approuvé les conclusions et recommandations figurant aux paragraphes 77 à 79 de son rapport.

## V. QUESTIONS DIVERSES

### 1. Elargissement de la composition du Comité

67. Plusieurs suggestions ont été faites au cours de la présente session du Comité à propos de l'élargissement de la composition de celui-ci. Certains membres ont estimé qu'étant donné la nécessité de répandre davantage les bienfaits des utilisations pacifiques de l'espace extra-atmosphérique, la composition du Comité devait être élargie de manière à obtenir une répartition géographique plus équitable et à permettre aux pays en voie de développement d'être adéquatement représentés. D'autres délégations ont fait valoir qu'il était souhaitable que l'élargissement envisagé reste limité et ne porte que sur un petit nombre de membres. Certaines ont estimé qu'avant d'élargir la composition du Comité, on pourrait demander aux membres de celui-ci s'ils désirent continuer de participer à ses travaux. D'autres délégations ont marqué leur désaccord sur ce dernier point. Beaucoup ont exprimé l'avis que l'Assemblée générale voudrait peut-être demander au Comité d'entreprendre une étude et de formuler des propositions concrètes concernant l'élargissement de la composition du Comité, et de faire rapport à l'Assemblée générale à sa vingt-neuvième session. D'autres membres ont jugé que le Comité ne devait faire aucune recommandation puisque cette question était du ressort de l'Assemblée générale.

### 2. Mesures en vue d'accroître l'efficacité de la Division de l'espace extra-atmosphérique

68. Le Comité a su gré à la Division de l'espace extra-atmosphérique de la manière dont elle s'était acquittée de la lourde tâche que lui avaient confiée le Comité et ses organes subsidiaires. De nombreuses délégations ont noté à cet égard que le niveau des effectifs de la Division n'avait pratiquement pas changé depuis la Conférence de 1968 sur l'exploration et les utilisations pacifiques de l'espace extra-atmosphérique, qui avait entraîné une augmentation sensible du volume de travail de la Division. Elles ont noté en outre que le Spécialiste des applications des techniques spatiales ne disposait d'aucun personnel et qu'il devait faire appel au personnel actuel de la Division. C'est donc avec satisfaction que le Comité a entendu le Secrétaire général adjoint aux affaires politiques et aux affaires du Conseil de sécurité annoncer que la décision du Secrétaire général de créer deux sections à la Division de l'espace extra-atmosphérique avait été appliquée, et que l'on envisageait également d'engager du personnel supplémentaire afin de renforcer l'efficacité de la Division. Le Comité a appuyé ces mesures.

## VI. TRAVAUX FUTURS DU COMITE ET DE SES ORGANES SUBSIDIAIRES

69. Le Comité était saisi de recommandations de ses deux sous-comités au sujet des dates des prochaines réunions.

70. Le Sous-Comité juridique a recommandé que sa treizième session - qui se tiendra à Genève, ainsi qu'il avait été convenu - ait lieu du 4 au 28 juin 1974.

71. Le Sous-Comité scientifique et technique a recommandé le calendrier suivant pour sa session de 1974 et pour les réunions de ses organes subsidiaires :

	<u>Lieu</u>	<u>Date</u>
Groupe spécial du Groupe de travail de la télédétection terrestre par satellites	New York	14-25 janvier
Groupe de travail de la télédétection terrestre par satellites	New York	25 mars-5 avril
Sous-Comité scientifique et technique	New York	27 mai-7 juin

72. Le Comité a également entendu les vues de certains de ses membres concernant le calendrier de ses réunions et de celles de ses organes subsidiaires, ainsi que le lieu des réunions du Sous-Comité juridique et du Groupe de travail des satellites de radiodiffusion directe.

73. Après examen de la question et consultations officieuses entre ses membres, le Comité a arrêté le calendrier suivant pour les réunions de 1974 :

	<u>Lieu</u>	<u>Date</u>
Groupe spécial du Groupe de travail de la télédétection terrestre par satellites et Groupe de travail de la télédétection terrestre par satellites	New York	11 février-1er mars
Groupe de travail des satellites de radiodiffusion directe	Genève	11-22 mars
Sous-Comité scientifique et technique	New York	15-26 avril
Sous-Comité juridique	Genève	6-31 mai
Comité des utilisations pacifiques de l'espace extra-atmosphérique	New York	1er-12 juillet

## ANNEXE I

### Déclaration d'ouverture prononcée par le Président à la 120ème séance du Comité, le 25 juin 1973

C'est pour moi un grand plaisir de souhaiter la bienvenue aux représentants des Etats Membres, à mes vieux amis comme à ceux qui prennent part à la session du Comité pour la première fois. Je voudrais également souhaiter la bienvenue aux représentants des institutions spécialisées et d'autres organisations internationales qui seront des nôtres au cours de cette session.

Comme le Comité s'en souvient, notre dernière session fut ouverte par le Secrétaire général. C'était la première fois que le nouveau Secrétaire général paraissait devant ce comité. C'était aussi la dernière fois que M. Leonid Kutakov, secrétaire général adjoint aux affaires politiques et aux affaires du Conseil de sécurité, participait à l'une de nos sessions. Je suis heureux aujourd'hui de souhaiter chaleureusement la bienvenue, au nom du Comité, à M. Arkady Schevchenko, nouveau secrétaire général adjoint aux affaires politiques et aux affaires du Conseil de sécurité, qui prend part à nos travaux pour la première fois. C'est au département qu'il dirige qu'est rattachée la Division de l'espace extra-atmosphérique du Secrétariat de l'Organisation, et je suis sûr que nous aurons avec lui une coopération étroite et fructueuse. Divers organismes des Nations Unies ont déjà rendu hommage, à différentes occasions, à sa grande compétence et à sa vaste expérience, en particulier pour tout ce qui concerne les Nations Unies.

J'ajouterai simplement que cette compétence, et le succès avec lequel il s'est acquitté de sa tâche depuis qu'il a pris ses fonctions, justifient largement l'espoir que nous avons de voir le Comité profiter lui aussi de ses bons offices et de ses capacités.

Je voudrais en outre souhaiter la bienvenue à M. Murthy, notre nouveau Spécialiste des applications des techniques spatiales. M. Murthy a dirigé en Inde la Base équatoriale de lancement de fusées de Thumba, première base de lancement qui ait bénéficié du patronage de l'ONU; il a aussi été directeur de projet pour la Base de Sriharikota, dont les installations de lancement de satellites doivent devenir opérationnelles au cours de la présente décennie. Il s'occupe depuis de nombreuses années de techniques spatiales et de leurs applications, en particulier dans les pays en voie de développement, et il a participé à un grand nombre de journées d'étude et de réunions internationales, dont celles qui ont été organisées par l'ONU. Je me réjouis qu'il exerce maintenant les fonctions de spécialiste des applications des techniques spatiales à l'Organisation, et je tiens à l'assurer de la coopération sans réserve du Comité.

Au seuil de ma deuxième année de participation aux travaux du Comité, je ne saurais poursuivre ma déclaration sans dire d'abord combien je suis honoré de pouvoir présider à nouveau les séances du Comité et comme je me sens réconforté, devant la tâche qui nous attend, à la pensée de pouvoir aussi compter sur la collaboration et sur l'aide que vous m'avez toujours apportées pour me faciliter la conduite de nos travaux.

Si vous le permettez, je voudrais à présent me livrer à un tour d'horizon des entreprises communes et des réalisations spatiales les plus importantes dont nous avons été les témoins depuis notre dernière réunion, afin d'établir le contexte général dans lequel s'inscriront nos travaux dans les semaines à venir. Ces réalisations et ces entreprises de coopération internationale ont été marquées, au milieu de beaucoup d'autres, par les événements suivants :

Le 2 décembre 1972, l'Union soviétique a lancé le satellite de télécommunications Molniya I-22, destiné à acheminer des programmes de télévision et des communications télégraphiques et téléphoniques à travers le nord de la Sibérie, l'Extrême-Orient et l'Asie centrale.

Le 7 décembre 1972 a été lancé de Cap Kennedy le dernier des engins spatiaux américains de la série Apollo, Apollo 17; celui-ci s'est posé sur la Lune le 11 décembre et il y est resté jusqu'au 14 décembre, explorant la région de Taurus-Littrow au cours de trois missions de sept heures chacune. J'ai eu le privilège d'être présent au lancement, en même temps que d'autres membres du Comité.

Le 10 décembre 1972 a eu lieu le lancement du satellite américain Nimbus 5, prévu pour observer le Gulf Stream au large de la côte est des Etats-Unis, dans le cadre d'aides à la navigation, et le courant de Humboldt au large de la côte occidentale de l'Amérique du Sud, afin de fournir des données sur ses effets sur le littoral.

Le 8 janvier 1973 a été lancé Luna 21; le 16 janvier, l'engin télécommandé Lunokhod 2 explorait le cratère LeMonnier et procédait à des études détaillées de la surface lunaire.

En février 1973, l'Inde a lancé de la base de Thumba une fusée Centaur à deux étages, d'un type nouveau, conçue pour mesurer la luminescence de l'air nocturne et divers autres rayonnements.

En mars 1973, la fusée britannique Skylark a servi pour la première fois à effectuer une opération de téléobservation de la surface terrestre en Argentine; les photographies obtenues couvrent une superficie d'environ 500 000 kilomètres carrés dans la principale région agricole de l'Argentine.

Le 5 avril 1973, les Etats-Unis ont lancé la sonde automatique Pioneer 11 vers Jupiter; elle doit dépasser l'orbite de mars et prendre la relève de Pioneer 10, qui sera le premier engin à s'échapper du système solaire.

Le 19 avril 1973, l'Union des Républiques socialistes soviétiques a mis sur orbite le satellite scientifique de la série Intercosmos Copernic 500, fruit d'une collaboration entre l'URSS, la Pologne et la Tchécoslovaquie marquant le 500ème anniversaire de la naissance du grand savant polonais.

Le 15 mai 1973, tout récemment, a été placée sur orbite la première station spatiale américaine Skylab; divers problèmes techniques ayant été résolus grâce à l'intervention humaine, trois astronautes ont occupé la station le 26 mai. Des expériences proposées par plus de 100 chercheurs, aux Etats-Unis et dans d'autres pays, ont été retenues pour être réalisées lors de la mission Skylab,

dont l'objectif principal est de recueillir des données médicales sur les effets d'un vol spatial de longue durée et de procéder à d'autres expériences en vue de rassembler des données sur les ressources terrestres, grâce à l'assemblage d'expériences EREP, d'effectuer des observations astronomiques ou d'étudier le soleil en dehors de l'atmosphère terrestre.

Pour en finir avec ce vaste domaine des réalisations de la science et de la technique et des progrès réalisés dans le domaine spatial, je voudrais évoquer rapidement les résultats remarquables obtenus par le satellite américain ERTS 1 lancé l'an dernier. Les Etats-Unis ont eu l'occasion, au début de cette année, d'exposer les résultats de la mission ERTS et d'informer les membres du Sous-Comité scientifique et technique du travail remarquable qui a été réalisé et qui, dans certains cas, a même dépassé les espérances des responsables. Les images obtenues ont en outre fait l'objet d'une utilisation concrète non seulement aux Etats-Unis mais encore dans d'autres pays. Par exemple, le système ERTS sert maintenant à surveiller l'activité de 15 volcans situés aux Etats-Unis, au Guatemala, au Nicaragua, à El Salvador et en Islande dans le cadre d'un programme dont les hommes de science espèrent qu'il permettra un jour de détecter à l'avance les éruptions volcaniques.

Ces réussites scientifiques et techniques spectaculaires ont mis à la portée de l'humanité, en un temps relativement court, une vaste gamme d'applications pratiques et d'avantages concrets à en retirer, et nous devons sans aucun doute féliciter les puissances spatiales et les pays qui ont collaboré avec elles.

Sur le plan politique de la coopération internationale, plusieurs événements importants se sont produits.

En septembre 1972, la NASA et l'Académie des sciences de l'URSS ont approuvé les recommandations de leurs groupes de travail mixtes au sujet du projet expérimental Apollo-Zoyouz et ont décidé de passer aux études de système et au programme de mise au point. Cet événement a été suivi d'un accord réalisé en octobre au sein des groupes mixtes et visant à ce que l'opération ait lieu le 15 juillet 1975.

En décembre 1972 a été prise la décision de fusionner la CECLES et la CERS et d'intégrer des programmes nationaux dans les programmes européens. Le début de la fusion doit avoir lieu en 1974 avec la création d'une nouvelle agence spatiale européenne, qui aura la responsabilité de mener à bien non seulement le programme de satellites actuel de la CERS et les programmes de lancement que la Conférence spatiale européenne a décidé d'entreprendre, mais aussi les programmes nationaux des pays membres qui seront pris en charge progressivement par ladite agence.

Au cours du même mois, dans le cadre de la mise en application de l'Accord de coopération spatiale américano-soviétique signé en mai 1972, les spécialistes des Etats-Unis et de l'URSS ont signé un Protocole sur l'envoi d'une expédition scientifique commune dans la mer de Béring. En vertu de ce protocole, des navires de recherche battant pavillons des Etats-Unis et de l'URSS procéderaient, conjointement avec des laboratoires aéroportés, à des recherches communes dans la mer de Béring sur des méthodes de surveillance par satellites, à une échelle mondiale, des processus naturels.

Au cours de cette même période, l'accord créant et organisant un système international de télécommunications spatiales (INTERSPUTNIK) est entré en vigueur.

En mai de cette année, les Etats-Unis et l'Union soviétique ont approuvé un programme étendu de coopération dans le domaine de la télédétection, couvrant des disciplines très diverses : géologie et géomorphologie; étude de la végétation, pédologie et utilisation des terres; hydrologie, glaciologie et étude du manteau neigeux, techniques hautes fréquences, océanographie.

En ce qui concerne les nouvelles adhésions aux traités internationaux existants, il a été encourageant de noter qu'en mars de cette année, selon les renseignements fournis au Sous-Comité juridique par les représentants des Etats-Unis, 89 Etats avaient signé le Traité sur l'espace extra-atmosphérique, tandis que 63 l'avaient ratifié ou y avaient adhéré, que 79 Etats avaient signé l'Accord sur le sauvetage des astronautes, le retour des astronautes et la restitution des objets lancés dans l'espace extra-atmosphérique, tandis que 55 l'avaient ratifié ou y avaient adhéré, et que 70 Etats avaient signé la Convention sur la responsabilité internationale pour les dommages causés par les objets spatiaux, tandis que 13 l'avaient ratifiée ou y avaient adhéré.

C'est dans le contexte de cette évolution favorable et encourageante observée dans le domaine de la coopération spatiale que le Comité va reprendre ses travaux, et c'est à ceci que je m'adresse maintenant plus particulièrement.

Les rapports dont nous sommes saisis montrent le volume de travail considérable et le programme très lourd auxquels les sous-comités et les groupes de travail ont dû faire face au cours du premier semestre de cette année et qui ont nécessité le chiffre record de 65 jours de travail, les tâches difficiles qui leur étaient confiées et les progrès qui ont été réalisés au cours de leurs débats sont exposés dans ces documents.

Je veux à ce propos remercier au nom du Comité M. Wyzner, de la Pologne, président du Sous-Comité juridique, M. Carver, de l'Australie, président du Sous-Comité scientifique et technique, M. Fiorio, de l'Italie, président du Groupe de travail de la télédétection terrestre par satellites, et Son Excellence M. Rydbeck, de la Suède, président du Groupe de travail des satellites de radio-diffusion directe, pour l'excellence de l'oeuvre qu'ils ont accomplie et pour la manière éminente dont ils ont dirigé les travaux de leurs sous-comités et groupes de travail respectifs.

Je commencerai par évoquer rapidement les travaux du Sous-Comité juridique. Comme il est écrit au paragraphe 11 de son rapport, M. Wyzner avait été prié d'assister si possible à notre session, afin d'aider le Comité dans ses travaux. Je saisis cette occasion pour transmettre au Comité les excuses de M. Wyzner qui, malheureusement, n'a pas été en mesure de se rendre à New York à cette époque de l'année. Je ne m'étendrai pas longuement sur le rapport du Sous-Comité, qui a été publié sous la cote A/AC.105/115, et je me bornerai plutôt à formuler quelques observations sur les domaines dans lesquels on compte sur le Comité pour agir.

Il faut rappeler à ce propos que, conformément à la demande exprimée par le Comité l'an dernier, le Sous-Comité juridique a donné la priorité, au cours de sa douzième session tenue à New York en mars et avril 1973, à l'examen du projet de traité concernant la Lune et au projet de convention sur l'immatriculation des objets lancés dans l'espace.

Pour ce qui est du projet de traité concernant la Lune, le Sous-Comité s'était mis d'accord à sa session précédente sur le préambule et sur le texte de 21 projets d'articles. Pendant sa douzième session, le Sous-Comité a poursuivi ses travaux sur la question, en partant des textes qu'il avait approuvés à sa onzième session et en faisant porter ses efforts sur les dispositions qui soulevaient les problèmes les plus importants.

Ces problèmes concernaient la portée du traité et le point de savoir s'il devait régir les activités sur la Lune seulement ou les activités sur la Lune et les autres corps célestes; il s'agissait aussi de définir le régime juridique applicable aux ressources naturelles de la Lune et de savoir si le traité devait disposer que ces ressources font partie du patrimoine commun de l'humanité; il fallait enfin régler la question des renseignements à fournir sur les missions et décider si le traité devait inviter les Etats à notifier avant le lancement leur intention d'envoyer des missions vers un corps céleste. C'est ainsi que le Sous-Comité juridique a reconstitué le Groupe de travail I, en le chargeant d'étudier, article par article, les dispositions du projet de traité, et en particulier les dispositions sur lesquelles l'accord n'avait pu se faire. A la suite de consultations et de nouvelles négociations, ce groupe a approuvé le texte de six dispositions. Le Sous-Comité a pris note de celles-ci, et elles figurent au paragraphe 17 de son rapport.

Après avoir étudié le rapport du Groupe de travail I sur ces articles et effectué de nouvelles tentatives pour concilier les divergences de vues sur les questions en suspens, le Sous-Comité a recommandé que le Comité ne ménage aucun effort pour terminer l'élaboration du projet de traité concernant la Lune lors de sa prochaine session, en juin, de manière que ce projet puisse être soumis pour adoption à l'Assemblée générale, à sa vingt-huitième session.

En ce qui concerne le projet de convention sur l'immatriculation des objets lancés dans l'espace, le Groupe de travail II, chargé par le Sous-Comité d'étudier les textes proposés, article par article, a approuvé le texte du préambule et de dix articles, ainsi que le titre du projet de convention, tel qu'il figure au paragraphe 24 du rapport du Sous-Comité. Il restait cependant quelques questions en suspens relatives, notamment, au marquage des objets spatiaux et au réexamen de la convention. A cet égard, j'appelle l'attention du Comité sur le paragraphe 25 du rapport, où figurent des explications sur ces questions. Le Sous-Comité, après avoir examiné les projets d'articles présentés par le Groupe de travail II et s'être efforcé d'aplanir les divergences de vues, a pris note de ces projets d'articles et recommandé au Comité plénier de ne ménager aucun effort pour terminer l'élaboration du projet de convention, de manière qu'il puisse être soumis à l'Assemblée générale à sa vingt-huitième session, recommandation identique à celle que nous venons de citer à propos du traité concernant la Lune.

Le Comité se voit donc prié de chercher à concilier lui-même les différences de vues qui subsistent sur les dispositions de ces deux projets d'instruments internationaux, afin que ceux-ci soient prêts à temps pour pouvoir être soumis à l'Assemblée générale. Les discussions officielles et officieuses qui ont eu lieu au Comité ont été à la fois approfondies et exhaustives, et la formulation des deux projets dépend maintenant de la solution d'un petit nombre de points en suspens. Au vrai, j'avais espéré qu'un accord aurait été possible sur ces

quelques points et que nous serions maintenant saisis des deux projets. Je souhaite donc sincèrement que le Comité réponde positivement à l'appel de son Sous-Comité.

Nous avons plusieurs moyens de nous attaquer à ces problèmes. Il pourrait être bon, par exemple, de constituer un groupe de travail officieux qui serait chargé de s'occuper à la fois du projet de convention sur l'immatriculation et du projet de traité concernant la Lune; je ne crois pas, en effet, que des séances plénières de notre Comité seraient le moyen le plus approprié de nous atteler à cette tâche. Le groupe de travail pourrait, si le Comité est d'accord, se réunir en dehors des séances de celui-ci, et nous pourrions même envisager, si le besoin s'en fait sentir, la possibilité d'alterner les séances du Comité, qui auraient lieu le matin, et celles du groupe de travail, qui se réunirait l'après-midi. Quoi que nous arrêtions en fin de compte, je suis persuadé que l'on peut trouver une solution satisfaisante. J'invite donc les délégations à faire des observations sur ce sujet et, pour conclure cette partie de mon exposé, je dirai que selon moi, et selon les délégations avec qui j'ai eu le plaisir de prendre contact la semaine dernière, nous ne devrions négliger aucun effort pour progresser sur les questions juridiques encore en suspens.

Pendant sa douzième session, le Sous-Comité juridique s'est également penché sur la question de la priorité à accorder à d'autres points de son ordre du jour. Tout en comprenant parfaitement qu'il serait difficile aux membres du Comité de porter dès maintenant leur attention sur les travaux futurs du Sous-Comité sans avoir la possibilité de trancher sur l'état d'avancement des deux projets d'instruments internationaux dont il est saisi, je les invite à réfléchir à la question.

Je passe maintenant au rapport du Sous-Comité scientifique et technique.

A sa dixième session, ce sous-comité a consacré beaucoup de son temps et de son attention à l'examen de deux questions importantes : la téléobservation de la Terre par satellites et la promotion des applications des techniques spatiales.

Après avoir étudié pour la première fois le rapport très complet du Groupe de travail de la télédétection terrestre par satellites, le Sous-Comité a soumis à l'approbation du Comité un certain nombre de recommandations, qui sont énoncées aux paragraphes 13 et 14 de son rapport. Il a recommandé, entre autres, de demander au Secrétaire général d'effectuer auprès des Etats Membres une deuxième enquête sur les utilisations potentielles de la télédétection par satellites, et d'approuver la création d'un groupe spécial dont le principal objectif serait de déterminer, d'étudier et d'analyser, à l'intention du Groupe de travail, le meilleur moyen de diffuser les données de télédétection recueillies par satellites pour assurer une utilisation optimale de cette technique spatiale dans l'intérêt des Etats et de la communauté internationale.

On ne saurait exagérer l'importance de la télédétection. Le Comité a déjà pleinement reconnu le rôle que cette nouvelle technique est appelée à jouer dans les pays en voie de développement comme dans les pays développés, et le rapport du Sous-Comité, basé en grande partie sur le rapport d'activité du Groupe de travail, a souligné cette tendance.

Pour ce qui est du programme d'applications spatiales des Nations Unies, le Sous-Comité a constaté des progrès dans l'exécution des programmes en cours et dans l'expansion du programme envisagé pour l'an prochain. Les journées d'étude tenues au Mexique et en Inde l'an passé, et les trois séminaires d'étude et de formation prévus en France, au Kenya et en Argentine cette année, ainsi que les journées d'étude et séminaires de formation envisagés pour 1974, sont autant de preuves de l'attention grandissante que les Nations Unies portent aux applications des techniques spatiales qui présentent de l'intérêt pour les pays en voie de développement. Et il est encourageant de noter que le Sous-Comité, conscient de cette marque d'intérêt de la part des Nations Unies, a accepté en principe la proposition du Spécialiste des applications des techniques spatiales tendant à ce que le programme des applications spatiales des Nations Unies soit une conception continue reposant sur la planification à long terme, comme c'est déjà le cas pour d'autres programmes des Nations Unies.

A cet égard, les membres du Sous-Comité ont souvent exprimé l'avis, et le Comité voudra bien en délibérer, qu'une assistance accrue des Etats Membres est nécessaire pour faciliter l'exécution du programme d'applications spatiales, vu les ressources limitées de l'ONU, et que les pays industrialisés et développés pourraient, par exemple, mettre plus volontiers leurs installations à la disposition de l'Organisation. Il est encourageant aussi de noter qu'au cours de l'année écoulée, le Programme des Nations Unies pour le développement et les diverses institutions spécialisées, en particulier l'UNESCO, l'OMM, l'UIT et la FAO, ont grandement contribué à l'exécution du programme d'applications spatiales.

Il importe donc que le Comité examine d'urgence ces divers aspects des applications des techniques spatiales et la question de leur coordination. Dans le domaine de l'enseignement et de la formation, il vaut d'être noté que les Etats Membres qui avaient, dans le passé, offert des bourses de formation aux applications des techniques spatiales, non seulement ont renouvelé cette offre mais encore, dans certains cas, l'ont arrondie. A cet égard, on a souvent émis l'opinion qu'en libéralisant les conditions de ces offres, on aiderait beaucoup les pays en voie de développement à tirer pleinement parti des bourses qui leur sont offertes.

Une des questions très importantes sur lesquelles s'est penché le Sous-Comité concerne le rôle et les fonctions qu'il devrait remplir, pour les secteurs de sa compétence, en matière de coopération internationale dans le domaine des utilisations pacifiques de l'espace extra-atmosphérique. Considérant que par le passé, ses travaux avaient été entravés dans une certaine mesure par la prolifération d'organes subsidiaires et reconnaissant la nécessité de se voir attribuer un rôle plus important et de coordonner les activités de coopération scientifique et technique, pour ce qui est des utilisations futures de l'espace extra-atmosphérique, il avait jugé nécessaire d'examiner les avis formulés par certains membres du Comité sur la nécessité de réfléchir sérieusement au rôle futur du Sous-Comité.

Bien entendu, on se rend compte généralement que si le futur programme de travail du Sous-Comité juridique a été assez clairement défini, les travaux du Sous-Comité scientifique et technique sembleraient dépendre de considérations à court terme et de décisions prises d'une session à l'autre plutôt que de programmes

de travail établis à longue échéance. Il y a lieu de souligner que le Comité est pour la première fois saisi d'un document où le Sous-Comité exprime ses vues sur cette question et propose un certain nombre de thèmes à examiner en priorité à sa prochaine session.

Je n'ai pas l'intention de suggérer quoi que ce soit quant aux décisions précises qu'il faudrait prendre sur le rôle et les fonctions futures du Sous-Comité, mais je crois sincèrement que s'il est un domaine dans lequel le Comité peut fournir une aide immédiate à ses organes subsidiaires, c'est bien celui de l'établissement de principes directeurs en la matière.

Je passe maintenant à la question des satellites de radiodiffusion directe. A ce sujet, j'ai été prié de transmettre au Comité les excuses de M. Rydbeck, président du Groupe de travail des satellites de radiodiffusion directe, qui n'a pu malheureusement participer à nos réunions. Conformément aux recommandations faites par le Comité l'an dernier, le Groupe de travail avait été convoqué à nouveau pour étudier les nouveaux éléments importants dont il avait eu connaissance depuis sa dernière session, tenue en 1970, et pour dresser une liste des questions sur lesquelles l'ONU et les institutions spécialisées pourraient se pencher au cours de leurs futurs travaux.

Parmi les nouveaux documents dont disposait le Groupe de travail figuraient les recommandations de la Conférence administrative mondiale des radiocommunications spatiales organisée par l'UIT en 1971, la Déclaration des principes directeurs de l'utilisation de la radiodiffusion par satellites pour la libre circulation de l'information, l'extension de l'éducation et le développement des échanges culturels (UNESCO), le projet UNESCO/OMPI sur la protection contre les signaux de télévision émis par satellite, et la proposition soviétique relative à une convention internationale sur les principes régissant l'utilisation par les Etats de satellites artificiels de la Terre aux fins de la télévision directe. Le Groupe disposait aussi du document de travail soumis par la Suède et le Canada sur les principes directeurs régissant la télévision directe par satellite.

Le Groupe a décrit dans son rapport l'état de la technique dans le domaine de la radiodiffusion directe par satellites et il donne à ce sujet un grand nombre de renseignements intéressants. Il a noté en particulier que si des expériences de radiodiffusion directe étaient prévues dans le cadre de réseaux nationaux et si des études portant sur des réseaux régionaux avaient été entreprises dans différentes parties du monde, les expériences conduites dans le cadre du programme ATS-F, et plus particulièrement les aspects de ce programme ayant trait à la coopération internationale, présentaient un grand intérêt.

Compte tenu des divers éléments exposés dans son rapport, le Groupe a conclu qu'il fallait procéder à d'autres études et expériences sur les aspects techniques et économiques des satellites de radiodiffusion directe, et en particulier sur leur utilisation régionale, de manière que la collectivité internationale puisse tirer tout le parti possible de cette nouvelle technique.

Les conclusions auxquelles est parvenu le Groupe en ce qui concerne son propre mandat et la question de l'élaboration de principes régissant la télévision directe présentent un intérêt particulier dans le contexte des responsabilités assumées par le Comité.

Je n'ai pas l'intention d'abuser de la patience des membres du Comité en m'étendant sur les principales conclusions du Groupe de travail, puisqu'elles sont mises à leur disposition; elles méritent cependant que le Comité leur prête une attention particulière en raison de leur rapport direct avec la tâche qui nous attend, surtout en ce qui concerne la reconvoction du Groupe de travail, comme il ressort des conclusions et recommandations du rapport. Le Comité aura là une décision à prendre.

J'ai eu l'occasion de suggérer l'année dernière que le Comité s'emploie avec plus de vigueur à donner une orientation et des directives à ses organes subsidiaires, et à prendre des initiatives. Les trois rapports dont le Comité est saisi exposent les divers problèmes rencontrés par ces organes et les solutions que ces problèmes exigent, et ils confirment qu'il est urgent que le Comité fournisse une telle orientation; j'espère quant à moi que les prochaines semaines lui en donneront l'occasion.

Ayant fait part de ces réflexions aux membres du Comité, je leur souhaite un plein succès lors de leurs débats sur les diverses questions importantes dont nous sommes saisis, et je suis sûr que leur sagesse et leur collaboration nous permettront, malgré les difficultés, d'accomplir durant ces deux semaines un travail très fructueux.

## ANNEXE II<sup>x</sup>

### Rapport du Président du Groupe de travail officieux

1. Le Groupe de travail officieux chargé d'examiner le projet de traité concernant la Lune et le projet de convention sur l'immatriculation des objets lancés dans l'espace extra-atmosphérique a tenu en tout six séances.

2. Pour ce qui est du projet de traité concernant la Lune a/, le Groupe de travail officieux n'a étudié que l'article X b/. Le Groupe de travail a constitué un groupe officieux, présidé par le représentant de l'Autriche. Ce groupe officieux s'est surtout basé, dans ses travaux, sur le texte de l'article X établi initialement au cours de consultations officieuses et examiné par le Groupe de travail I du Sous-Comité juridique, tel qu'il figure à l'annexe I (sect. C) du rapport du Sous-Comité, et il a exploré les possibilités de parvenir à un consensus sur l'article en question. Plusieurs propositions officieuses ont été formulées mais, en dépit de délibérations prolongées, aucun accord général n'a été possible. Il a été dit que la principale pierre d'achoppement, au Groupe de travail officieux, était constituée par un désaccord sur les activités touchant les ressources naturelles de la Lune qui seraient autorisées avant que le régime international prévu n'entre en vigueur, et notamment sur les droits de propriété qui pourraient exister sur ces ressources naturelles, compte tenu du principe selon lequel ces ressources sont le patrimoine commun de l'humanité. Certaines délégations ont été d'avis qu'en attendant l'établissement d'un régime international pour l'exploitation des ressources naturelles, les activités sur la Lune et les autres corps célestes ne devaient être permises que si elles avaient des buts scientifiques. D'autres délégations ont estimé que l'utilisation des ressources naturelles devait être autorisée non seulement à des fins scientifiques, mais aussi à diverses fins expérimentales. Certaines délégations, même, ont été d'avis qu'en attendant l'établissement du régime international, toute exploitation devait être autorisée pourvu qu'elle ait des objectifs pacifiques.

3. En ce qui concerne le projet de convention sur l'immatriculation, les discussions ont porté sur les deux questions non résolues par le Sous-Comité juridique c/ : l'inscription d'une clause de réexamen et celle d'une disposition sur le marquage des objets spatiaux. Au cours des délibérations du groupe officieux susmentionné, un accord s'est fait sur le texte d'une clause de réexamen d/, lequel a été ensuite approuvé par le Groupe de travail.

---

<sup>x</sup> Voir le paragraphe 24 du rapport du Comité.

a/ On trouvera à l'appendice A les projets de textes dont il s'agit, lesquels ont été reproduits conformément à la décision du Comité (voir A/AC.105/PV.130).

b/ Voir appendice A, sect. III et IV.

c/ On trouvera à l'annexe B les projets de textes dont il s'agit, lesquels ont été reproduits conformément au paragraphe 5 de la présente annexe.

d/ Voir l'article VIII bis de l'appendice B.

4. Le Groupe de travail a discuté le texte d'une disposition prévoyant un marquage facultatif et laissant par ailleurs l'Etat d'immatriculation libre de communiquer ou non au Secrétaire général des renseignements sur le marquage, et il a été convenu de soumettre ce texte e/ aux gouvernements aux fins d'examen. Aucun consensus n'a toutefois été obtenu sur ce texte, un certain nombre de délégations maintenant que toute disposition sur le marquage devait être obligatoire et que c'était là un élément essentiel de la convention. Il a aussi été dit qu'il serait souhaitable d'inclure un article prévoyant que la marque serait apposée à l'intérieur ou à l'extérieur de l'objet spatial lors de la fabrication, et que ce fait serait communiqué au Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies. On a aussi émis le point de vue que la convention ne devait pas contenir de dispositions sur le marquage, car on ne disposait pas actuellement, et l'on ne disposerait pas dans un avenir prévisible, d'un système de marquage techniquement et économiquement réalisable. On a exprimé l'avis qu'une solution de compromis raisonnable pourrait être d'adopter une disposition de marquage non obligatoire mais qui obligerait à fournir au Secrétaire général des renseignements sur un marquage éventuel. Il a été ensuite suggéré au Groupe de travail de communiquer à l'Assemblée générale, en annexe au présent rapport, le texte de la convention sur l'immatriculation, de façon qu'elle puisse l'étudier à sa vingt-huitième session, ce qui aurait permis aux délégations de réserver au besoin leur position sur le projet de convention. Mais aucun accord ne s'est fait sur cette procédure, certaines délégations ayant jugé que la question devait être soumise au Sous-Comité juridique à sa session de 1974, pour qu'il en poursuive l'examen. Certaines délégations ont toutefois exprimé l'espoir qu'un texte acceptable sur le marquage serait trouvé pendant la vingt-huitième session de l'Assemblée générale, ce qui permettrait à celle-ci d'adopter le projet de convention sur l'immatriculation.

5. Sont joints en appendices au présent rapport le titre et les textes du préambule et de dix articles approuvés par le Groupe de travail II du Sous-Comité juridique à sa douzième session, le texte de la clause de révision approuvé par le Groupe de travail officieux du Comité, et le texte sur le marquage dont il est question au paragraphe 2 ci-dessus, tel qu'il a été élaboré lors des consultations officieuses et soumis aux gouvernements aux fins d'examen.

---

e/ Voir l'article III bis de l'appendice B.

## Appendice A<sup>\*\*\*</sup>

### PROJET DE TRAITE CONCERNANT LA LUNE

#### I. Texte figurant dans le rapport de 1972 du Sous-Comité juridique (document A/AC.105/101, par. 21)

Les Etats parties au présent Traité,

Notant les succès obtenus par les Etats dans l'exploration et l'utilisation de la Lune /et des autres corps célestes/ a/,

Reconnaissant que la Lune, satellite naturel de la Terre, joue à ce titre un rôle important dans l'exploration de l'espace,

Fermement résolu à favoriser dans des conditions d'égalité le développement de la coopération entre Etats aux fins de l'exploration et de l'utilisation de la Lune /et des autres corps célestes/,

Désireux d'éviter que la Lune /et les autres corps célestes/ ne puisse /nt/ servir d'arène à des conflits internationaux,

Rappelant le Traité sur les principes régissant les activités des Etats en matière d'exploration et d'utilisation de l'espace extra-atmosphérique, y compris la Lune et les autres corps célestes, l'Accord sur le sauvetage des astronautes, le retour des astronautes et la restitution des objets lancés dans l'espace extra-atmosphérique, et la Convention sur la responsabilité internationale pour les dommages causés par des objets spatiaux,

Prenant en considération la nécessité de préciser et de développer, en ce qui concerne la Lune /et les autres corps célestes/, les dispositions de ces documents internationaux, eu égard aux progrès futurs de l'exploration et de l'utilisation de l'espace,

---

<sup>\*\*\*</sup> Pour les positions des délégations, leurs réserves, leurs interprétations et leurs propositions, consulter les rapports (en particulier le document A/8720) et les comptes rendus sténographiques de séance du Comité, ainsi que les rapports (en particulier les documents A/AC.105/101 et A/AC.105/115) et les comptes rendus analytiques de séance du Sous-Comité juridique.

a/ Il a été suggéré d'insérer dans le Traité, en vue de supprimer les références aux "autres corps célestes", une disposition qui pourrait être ainsi conçue :

Les dispositions du présent Traité s'appliquent, outre la Lune, aux corps célestes tant que d'autres traités ne visent pas ces corps expressément. Dans la mesure où des corps célestes sont couverts par les dispositions de traités y relatifs, les dispositions du présent Traité cessent de leur être applicables.

Sont convenus de ce qui suit :

#### Article premier

1. Aux fins du présent Traité,

- i) L'expression "corps céleste" désigne tous les corps célestes naturels autres que la Terre;
- ii) L'expression "la Lune et les autres corps célestes" désigne également les orbites autour des corps célestes et les autres trajectoires en direction ou autour des corps célestes.

2. Le présent Traité ne s'applique pas aux matières d'origine extra-terrestre qui atteignent la surface de la Terre par des moyens naturels.

#### Article II

1. Les activités sur la Lune /et dans l'espace circumlunaire/ /et sur les autres corps célestes/ /les activités d'exploration et d'utilisation de la Lune, de l'espace circumlunaire, et des autres corps célestes/ sont menées en conformité avec le droit international, y compris la Charte des Nations Unies, dans l'intérêt du maintien de la paix et de la sécurité internationales et pour encourager la coopération et la compréhension entre les pays.

2. Conformément à la Charte des Nations Unies, est interdit le recours à la menace ou à l'emploi de la force ou à tout autre acte d'hostilité ou menace d'acte d'hostilité sur la Lune /et les autres corps célestes/. Il est interdit, de même, d'utiliser la Lune /ou les autres corps célestes/ pour se livrer à un acte de cette nature ou recourir à une menace de cette nature à l'encontre de la Terre; /de la Lune/ ou d'autres corps célestes, d'engins spatiaux, de l'équipage d'engins spatiaux ou d'objets spatiaux créés par l'homme.

#### Article III

1. Tous les Etats parties utilisent la Lune /et les autres corps célestes/ exclusivement à des fins pacifiques.

2. Les Etats parties ne mettent sur orbite autour de la Lune /ou des autres corps célestes/, ni sur une autre trajectoire vers la Lune /ou les autres corps célestes/, ni sur une autre trajectoire vers la Lune /ou les autres corps célestes/ ou autour de la Lune /ou des autres corps célestes/ aucun objet porteur d'armes nucléaires ou de tout autre type d'armes de destruction massive, ni ne placent ou n'utilisent de telles armes à la surface ou dans le sol de la Lune /ou des autres corps célestes/ b/.

3. Sont interdits sur la Lune /et les autres corps célestes/ l'aménagement de bases et installation militaires et de fortifications, les essais d'armes de tous types et l'exécution de manoeuvres militaires. N'est pas interdite l'utili-

---

b/ Certaines délégations ont réservé leur position à l'égard de ce paragraphe.

lisation de personnel militaire à des fins de recherche scientifique ou à toute autre fin pacifique. N'est pas interdite non plus l'utilisation de tout équipement ou installation nécessaire à l'exploration et à l'utilisation pacifiques de la Lune /et des autres corps célestes/.

#### Article IV

1. L'exploration et l'utilisation de la Lune /et des autres corps célestes/ sont l'apanage de toute l'humanité et /l'exploitation de leurs ressources naturelles/ se font pour le bien et dans l'intérêt de tous les pays, quel que soit leur degré de développement économique ou scientifique. Il est tenu dûment compte des intérêts de la génération actuelle et des générations futures, ainsi que de la nécessité de favoriser le relèvement des niveaux de vie et des conditions de progrès et de développement économique et social conformément à la Charte des Nations Unies c/.

2. Dans toutes leurs activités concernant l'exploration et l'utilisation de la Lune /et des autres corps célestes/, les Etats parties se fondent sur le principe de la coopération et de l'assistance mutuelle. La coopération internationale en application du présent Traité doit être la plus large possible et peut se faire sur une base multilatérale, sur une base bilatérale ou par l'intermédiaire d'organisations intergouvernementales internationales.

3. Les Etats parties doivent faire connaître au Secrétaire général ainsi qu'au public et à la communauté scientifique mondiale, autant qu'il est possible et praticable, leurs activités d'exploration et d'utilisation de la Lune /et d'autres corps célestes/. Ils doivent, en tout état de cause, les informer du calendrier, des objectifs, des lieux de déroulement, des paramètres d'orbites, de la durée et des résultats de chaque mission /accomplie/ vers la Lune /et les autres corps célestes/, en particulier des résultats scientifiques desdites missions. Au cas où une mission durerait plus de 60 jours, ils doivent donner périodiquement, tous les 30 jours, des renseignements sur son déroulement. Si la mission dure plus de six mois, il n'y a lieu de communiquer par la suite que les renseignements complémentaires importants d/.

4. Si un Etat partie apprend qu'un autre Etat partie envisage de mener des activités simultanément dans la même région de la Lune ou d'un autre corps céleste, sur la même orbite autour de la Lune ou d'un autre corps céleste ou sur une même trajectoire à destination ou autour de la Lune ou d'un autre corps céleste, il informe promptement l'autre Etat du calendrier et du plan de ses propres activités.

#### Article V

1. Tous les Etats parties ont, sans aucune discrimination, dans des conditions d'égalité et conformément au droit international, la liberté de recherche scientifique sur la Lune /et les autres corps célestes/.

---

c/ La place de ce paragraphe dans le corps du Traité sera arrêtée ultérieurement.

d/ Certaines délégations ont réservé leur position touchant la question de la notification préalable des missions vers les corps célestes.

2. Dans leurs recherches scientifiques exécutées en application des dispositions du présent Traité, les Etats parties ont le droit de recueillir sur la Lune /et les autres corps célestes/ et d'en enlever des échantillons de ses /leurs/ minéraux et autres substances. Ces échantillons restent sous la garde des Etats parties qui les ont fait recueillir et ceux-ci peuvent les utiliser à des fins scientifiques. Les Etats parties ne perdent pas de vue qu'il est souhaitable de mettre une partie desdits échantillons à la disposition d'autres Etats parties intéressés et de la communauté scientifique internationale aux fins de recherche scientifique. Les Etats parties peuvent, au cours de leurs recherches scientifiques, utiliser aussi en quantités raisonnables pour les besoins de leurs missions des minéraux et d'autres substances de la Lune /et des autres corps célestes/.

3. Les Etats parties conviennent qu'il est souhaitable d'échanger, autant qu'il est possible et praticable, du personnel, scientifique et autre, au cours des expéditions vers la Lune /ou d'autres corps célestes/ ou dans les installations qui s'y trouvent.

#### Article VI

1. Lorsqu'ils explorent et utilisent la Lune /et l'espace circumlunaire/ /et les autres corps célestes/, les Etats parties prennent des mesures pour éviter de perturber l'équilibre existant /du/ /des/ milieu/x/ en /lui/ /leur/ faisant subir des transformations nocives, en /le/ /les/ contaminant dangereusement par l'apport de matière étrangère ou d'une autre façon. Les Etats parties prennent aussi des mesures pour éviter toute dégradation du milieu terrestre par l'apport de matière extra-terrestre ou d'une autre façon.

2. /Les Etats parties qui envisagent d'envoyer des missions sur la Lune /ou d'autres corps célestes/ informent le Secrétaire général des mesures qu'ils ont prises pour perturber le moins possible l'équilibre /du/ /des/ milieu/x/ en cause. Ils font connaître notamment les trajectoires prévues, le point de l'orbite ou de la trajectoire le plus proche de la Lune ou des autres corps célestes visés et les mesures spécifiques adoptées pour neutraliser les micro-organismes se trouvant sur ou dans l'engin spatial./

3. /Les Etats parties informent le Secrétaire général des plans concernant le placement de substance radioactive sur une orbite ou en orbite ou sur une autre trajectoire autour de la Lune /ou des autres corps célestes/ et font connaître, de même, les conditions et les effets de l'opération effectuée./

4. Les Etats parties communiquent aux autres Etats parties et au Secrétaire général des renseignements au sujet des régions de la Lune /et des autres corps célestes/ qui présentent un intérêt scientifique particulier, afin qu'on puisse envisager de désigner lesdites régions comme réserves scientifiques internationales pour lesquelles on conviendra d'accords spéciaux de protection, sans préjudice des droits des autres Etats parties au présent Traité.

## Article VII

1. Les Etats parties peuvent exercer leurs activités d'exploration et d'utilisation de la Lune /et des autres corps célestes/ en n'importe quel point de sa /leur/ surface, sous sa /leur/ surface, /et dans l'espace circumlunaire/, sous réserve des autres dispositions du présent Traité.

2. A cette fin, les Etats parties peuvent notamment :

- a) Faire atterrir leurs engins spatiaux sur la Lune /et les autres corps célestes/ et les lancer à partir de la Lune /ou desdits corps/, /et les placer sur une orbite circumlunaire/;
- b) Placer leur personnel ainsi que leurs véhicules, matériel, stations, installations et équipement spatiaux en n'importe quel point à la surface ou sous la surface de la Lune /et des autres corps célestes/ /et dans l'espace circumlunaire/.

Le personnel ainsi que les véhicules, le matériel, les stations, les installations et l'équipement spatiaux peuvent se déplacer ou être déplacés librement à la surface ou sous la surface de la Lune /et des autres corps célestes/ /et dans l'espace circumlunaire/.

3. Les activités menées par les Etats parties conformément aux paragraphes 1 et 2 du présent Article ne doivent pas gêner les activités menées par d'autres Etats parties sur la Lune /et les autres corps célestes/. Au cas où elles risqueraient de leur causer une gêne, les Etats parties intéressés doivent procéder à des consultations conformément à l'Article XVI.

## Article VIII

1. Les Etats parties peuvent installer des stations habitées ou inhabitées sur la Lune /et les autres corps célestes/. Un Etat partie qui installe une station ne doit utiliser que la surface nécessaire pour répondre aux besoins de la station et doit faire connaître immédiatement au Secrétaire général l'emplacement et les buts de ladite station. Il doit de même, chaque année, faire savoir au Secrétaire général si cette station continue d'être utilisée et si ses buts ont changé.

2. Les stations doivent être disposées de façon à ne pas empêcher le libre accès à toutes les parties de la Lune du personnel, des véhicules et du matériel d'autres Etats parties qui poursuivent des activités sur la Lune /et les autres corps célestes/ conformément aux dispositions du présent Traité ou de l'Article premier du Traité sur les principes régissant les activités des Etats en matière d'exploration et d'utilisation de l'espace extra-atmosphérique, y compris la Lune et les autres corps célestes.

## Article IX

1. Les Etats parties prennent toutes les mesures praticables pour sauvegarder la vie et la santé des personnes se trouvant sur la Lune /et les autres corps célestes/. A cette fin, ils considèrent toute personne se trouvant sur la Lune /ou un autre corps céleste/ comme étant un astronaute au sens de l'Article V du Traité sur les principes régissant les activités des Etats en matière d'exploration et d'utilisation de l'espace extra-atmosphérique, y compris la Lune et les autres corps célestes, et comme étant un membre de l'équipage d'un engin spatial au sens de l'Accord sur le sauvetage des astronautes, le retour des astronautes et la restitution des objets lancés dans l'espace extra-atmosphérique.

2. Les Etats parties recueillent dans leurs stations, leurs installations, leurs véhicules et leur équipement les personnes en détresse sur la Lune /ou d'autres corps célestes/.

3. Les Etats parties informent le Secrétaire général ainsi que l'opinion et la communauté scientifique internationale de tous phénomènes qu'ils ont constatés dans l'espace extra-atmosphérique, y compris la Lune et les autres corps célestes, qui pourraient présenter un danger pour la vie ou la santé de l'homme, et également de tous signes de vie organique.

## Article X<sup>e</sup>/

1. /Les ressources naturelles de la Lune /et des autres corps célestes/ sont le patrimoine commun de toute l'humanité./

2. La surface et le sous-sol de la Lune /ou d'autres corps célestes/ ne peuvent être la propriété d'Etats, d'organisations internationales intergouvernementales ou non gouvernementales, d'organisations nationales, qu'elles aient ou non la personnalité morale, ou de personnes physiques. L'installations à la surface ou sous la surface de la Lune /ou d'autres corps célestes/ de personnel ou de véhicules, matériel, stations, installations ou équipement spatiaux, y compris d'ouvrages reliés à sa /leur/ surface ou à son /leur/ sous-sol, ne crée pas de droits de propriété sur une partie de la surface ou du sous-sol de la Lune /ou d'autres corps célestes/.

3. /Aucune partie de la surface ou du sous-sol de la Lune /ou d'autres corps célestes/ ne peut faire l'objet d'une cession, d'un échange, d'un transfert, d'une vente ou d'un achat, d'un bail, d'une location, d'une donation ni d'aucun autre accord ou transaction, que ce soit à titre gratuit ou onéreux, entre des Etats, des organisations internationales intergouvernementales ou non gouvernementales ou des organisations nationales, qu'elles aient ou non la personnalité morale, pas plus qu'elle ne peut donner lieu à un accord ou à une transaction entre des personnes physiques./

4. /Conscients de la nécessité d'assurer le progrès économique, d'encourager les investissements et de garantir la mise en valeur efficace des ressources de la Lune et des autres corps célestes si l'utilisation en devenait possible, les Etats parties au présent Traité reconnaissent qu'il est important de conclure des accords

---

e/ Ce texte pourra être complété par la suite.

dans ce domaine. A cette fin, les gouvernements dépositaires convoquent sans tarder une réunion de tous les Etats parties en vue de négocier des arrangements concernant le partage international des profits de ladite utilisation quand un tiers des Etats parties leur ont fait savoir qu'à leur avis l'utilisation pratique des ressources de la Lune ou des autres corps célestes va commencer vraisemblablement dans les deux années à venir, ou qu'elle a déjà commencé.

#### Article XI

1. Les Etats parties conservent la juridiction ou le contrôle sur leur personnel, ainsi que sur leurs véhicules, matériel, stations, installations et équipement spatiaux se trouvant sur la Lune et les autres corps célestes. La présence sur la Lune /ou d'autres corps célestes desdits véhicules, matériel, stations, installations et équipement ne modifie pas les droits de propriété les concernant f/.

2. Les dispositions de l'Article V de l'Accord sur le sauvetage des astronautes, le retour des astronautes et la restitution des objets lancés dans l'espace extra-atmosphérique sont applicables aux véhicules, aux installations et au matériel trouvés dans des endroits autres que ceux où ils devraient être.

3. Dans les cas d'urgence mettant en danger la vie humaine, les Etats parties peuvent utiliser le matériel, les véhicules, les installations, l'équipement ou les réserves d'autres Etats parties se trouvant sur la Lune /ou dans l'espace circumlunaire /ou sur les autres corps célestes. Le Secrétaire général ou l'Etat partie intéressé en est informé sans retard.

#### Article XII

Tout Etat partie qui constate qu'un objet spatial ou des éléments constitutifs d'un tel objet qu'il n'a pas lancé se sont posés sur la Lune /ou sur un autre corps céleste à la suite d'une panne ou y ont fait un atterrissage forcé ou imprévu en avise sans tarder l'Etat partie qui a procédé au lancement et le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies.

#### Article XIII

1. Les Etats parties au présent Traité ont la responsabilité internationale des activités nationales sur la Lune /et les autres corps célestes, qu'elles soient menées par des organismes gouvernementaux ou par des entités non gouvernementales, et doivent veiller à ce que lesdites activités soient menées conformément aux dispositions énoncées dans le présent Traité. Les Etats parties s'assurent que les entités non gouvernementales relevant de leur juridiction n'entreprennent des activités sur la Lune /et les autres corps célestes qu'avec l'autorisation de l'Etat partie intéressé et sous sa surveillance continue.

---

f/ Certaines délégations ont réservé leur position au sujet des dispositions relatives aux droits de propriété sur l'équipement, les stations et les installations.

2. /Sans préjudice des dispositions de l'Article VII du Traité sur les principes régissant les activités des Etats en matière d'exploration et d'utilisation de l'espace extra-atmosphérique, y compris la Lune et les autres corps célestes, tout Etat partie est responsable de tout dommage qui, par suite d'une action ou d'une omission à lui imputable ou imputable à son personnel sur la Lune, est causé aux biens ou au personnel d'autres Etats parties se trouvant sur la Lune, à moins qu'il ne soit établi que le dommage n'est pas dû à une faute dudit Etat ni à une faute de son personnel sur la Lune./

#### Article XIV

Dans le présent Traité, à l'exception des Articles XVIII à XXI, les références aux Etats s'appliquent à toute organisation internationale intergouvernementale qui se livre à des activités spatiales, si cette organisation déclare accepter les droits et les obligations prévus dans le présent Traité et si la majorité des Etats membres de l'organisation sont des Etats parties au présent Traité et au Traité sur les principes régissant les activités des Etats en matière d'exploration et d'utilisation de l'espace extra-atmosphérique, y compris la Lune et les autres corps célestes. Les Etats membres d'une telle organisation qui sont des Etats parties au présent Traité prennent toutes les mesures voulues pour que l'organisation fasse une déclaration en conformité des dispositions du présent Article.

#### Article XV

Au cas où l'interprétation /ou l'application/ des dispositions du présent Traité donnerait lieu à un différend entre des Etats parties, les dispositions du Traité sur les principes régissant les activités des Etats en matière d'exploration et d'utilisation de l'espace extra-atmosphérique, y compris la Lune et les autres corps célestes, de l'Accord sur le sauvetage des astronautes, le retour des astronautes et la restitution des objets lancés dans l'espace extra-atmosphérique, et de la Convention sur la responsabilité internationale pour les dommages causés par des objets spatiaux sont invoquées, selon qu'il convient g/.

#### Article XVI

1. Chaque Etat partie peut s'assurer que les activités des autres Etats parties relatives à l'exploration et à l'utilisation de la Lune /ou des autres corps célestes/ sont compatibles avec les dispositions du présent Traité. A cet effet, tous les véhicules, le matériel, les stations, les installations et l'équipement spatiaux se trouvant sur la Lune /ou sur d'autres corps célestes/ sont accessibles aux autres Etats parties au présent Traité. Ces Etats parties notifient au préalable toute visite projetée, afin que les consultations voulues puissent avoir lieu et que le maximum de précautions puissent être prises pour assurer la sécurité et éviter de gêner les opérations normales sur les lieux de l'installation à visiter. En exécution du présent Article, un Etat partie peut utiliser ses propres moyens ou agir soit avec l'assistance entière ou partielle d'un autre Etat partie, soit par des procédures internationales appropriées dans le cadre de l'Organisation des Nations Unies et conformément à la Charte.

---

g/ La délégation australienne a réservé sa position sur cet article.

2. Un Etat partie qui a lieu de croire qu'un autre Etat partie ne s'acquitte pas des obligations qui lui incombent en vertu du présent Traité ou porte atteinte aux droits qu'il tient du présent Traité peut demander l'ouverture de consultations avec cet autre Etat partie. L'Etat partie qui reçoit cette demande de consultations doit engager lesdites consultations sans tarder. Tout autre Etat partie qui en fait la demande est en droit de participer également à ces consultations. Chacun des Etats parties qui participent à ces consultations doit rechercher une solution mutuellement acceptable au litige et tenir compte des droits et intérêts de tous les Etats parties. Le Secrétaire général est informé des résultats des consultations et communique les renseignements reçus à tous les Etats parties intéressés.

3. Si les consultations n'ont pas permis d'aboutir à un règlement mutuellement acceptable et tenant compte des droits et intérêts de tous les Etats parties, les parties intéressées prennent toutes les dispositions nécessaires pour régler ce différend par d'autres moyens pacifiques de leur choix adaptés aux circonstances et à la nature du différend. Si des difficultés surgissent à l'occasion de l'ouverture de consultations, ou si les consultations n'aboutissent pas à un règlement mutuellement acceptable, un Etat partie peut demander l'assistance du Secrétaire général, sans le consentement d'aucun autre Etat partie intéressé, afin de régler le litige. Un Etat partie qui n'entretient pas de relations diplomatiques avec un autre Etat partie intéressé prend part auxdites consultations, à son gré, soit directement, soit par l'intermédiaire d'un autre Etat partie ou du Secrétaire général.

#### Article XVII

Cinq ans au moins après la date d'entrée en vigueur du présent Traité, une conférence des Etats parties au Traité sera convoquée, à la demande d'un tiers desdits Etats et avec l'assentiment de la majorité d'entre eux, afin de réexaminer le présent Traité.

#### Article XVIII

1. Le présent Traité est ouvert à la signature de tous les Etats. Un Etat qui n'a pas signé le présent Traité avant son entrée en vigueur conformément au paragraphe 3 du présent Article peut y adhérer à tout moment.

2. Le présent Traité est soumis à la ratification des Etats signataires. Les instruments de ratification et les instruments d'adhésion seront déposés auprès des gouvernements ..., qui sont, dans le présent Traité, désignés comme étant les gouvernements dépositaires.

3. Le présent Traité entrera en vigueur lorsque cinq gouvernements, y compris ceux qui sont désignés comme étant les gouvernements dépositaires aux termes du présent Traité, auront déposé leurs instruments de ratification.

4. Pour les Etats dont les instruments de ratification ou d'adhésion seront déposés après l'entrée en vigueur du présent Traité, celui-ci entrera en vigueur à la date du dépôt de leurs instruments de ratification ou d'adhésion.

5. Les gouvernements dépositaires informeront sans délai tous les Etats qui auront signé le présent Traité ou y auront adhéré de la date de chaque signature, de la date du dépôt de chaque instrument de ratification du présent Traité ou d'adhésion au présent Traité, de la date d'entrée en vigueur du Traité ainsi que de toute autre communication.

6. Le présent Traité sera enregistré par les gouvernements dépositaires conformément à l'Article 102 de la Charte des Nations Unies.

#### Article XIX

Un Etat partie au présent Traité peut proposer des amendements au Traité. Les amendements prendront effet à l'égard de chaque Etat partie au Traité acceptant les amendements dès qu'ils auront été acceptés par la majorité des Etats parties au Traité et, par la suite, pour chacun des autres Etats parties au Traité, à la date de son acceptation desdits amendements.

#### Article XX

Un Etat partie au présent Traité peut, un an après l'entrée en vigueur du Traité, communiquer son intention de cesser d'y être partie par voie de notification écrite adressée aux gouvernements dépositaires. Cette notification prendra effet un an après la date à laquelle elle aura été reçue.

#### Article XXI

Le présent Traité, dont les textes anglais, chinois, espagnol, français et russe font également foi, sera déposé dans les archives des gouvernements dépositaires. Des copies dûment certifiées du présent Traité seront adressées par les gouvernements dépositaires aux gouvernements des Etats qui auront signé le Traité ou qui y auront adhéré.

EN FOI DE QUOI les soussignés, dûment habilités à cet effet, ont signé le présent Traité.

FAIT en ..... exemplaires, à .....,  
le ..... mil neuf cent soixante .....

II. Texte des dispositions figurant dans le rapport de 1973 du  
Sous-Comité juridique (A/AC.105/115, par. 17)

Article II, paragraphe 1

Toutes les activités sur la Lune, y compris les activités d'exploration et d'utilisation, sont menées en conformité avec le droit international, en particulier la Charte des Nations Unies, et compte tenu de la Déclaration relative aux principes du droit international touchant les relations amicales et la coopération entre les Etats conformément à la Charte des Nations Unies, adoptée par l'Assemblée générale le 24 octobre 1970, dans l'intérêt du maintien de la paix et de la sécurité internationales et dans le souci d'encourager la coopération internationale et la compréhension mutuelle, les intérêts respectifs de tous les autres Etats parties étant dûment pris en considération.

Article IV, paragraphe 3

Les Etats parties doivent faire connaître au Secrétaire général ainsi qu'au public et à la communauté scientifique mondiale, autant qu'il est possible et praticable, leurs activités d'exploration et d'utilisation de la Lune. Ils doivent les informer du calendrier, des objectifs, des lieux de déroulement, des paramètres d'orbites et de la durée de chaque mission vers la Lune, les renseignements sur les résultats de chaque mission, en particulier les résultats scientifiques, étant communiqués après l'achèvement de la mission. Au cas où une mission durerait plus de 60 jours, ils doivent donner périodiquement, tous les 30 jours, des renseignements sur son déroulement. Pour les missions qui durent plus de six mois, il n'y a lieu de communiquer par la suite que les renseignements complémentaires importants (la question de savoir à quel moment le Secrétaire général devrait en être informé reste à régler).

Article VI

1. Lorsqu'ils explorent et utilisent la Lune, les Etats parties prennent des mesures pour éviter de perturber l'équilibre existant du milieu en lui faisant subir des transformations nocives, en le contaminant dangereusement par l'apport de matière étrangère ou d'une autre façon. Les Etats parties prennent aussi des mesures pour éviter toute dégradation du milieu terrestre par l'apport de matière extra-terrestre ou d'une autre façon.

2. Les Etats parties informent le Secrétaire général des mesures qu'ils prennent conformément au paragraphe 1 du présent article et, au cas où ils placeraient des substances radioactives sur la Lune, lui en donnent notification, en lui en indiquant les fins. (La question de savoir à quel moment le Secrétaire général devrait en être informé ou en recevoir notification reste à régler.)

...

4. Les Etats parties communiquent aux autres Etats parties et au Secrétaire général des renseignements au sujet des régions de la Lune qui présentent un intérêt scientifique particulier, afin que, sans préjudice des droits des autres Etats parties au présent Traité, on puisse envisager de désigner lesdites régions comme réserves scientifiques internationales pour lesquelles on conviendra d'accords spéciaux de protection en consultation avec les organes compétents de l'Organisation des Nations Unies.

### Article IX, paragraphe 3

Les Etats parties informent immédiatement le Secrétaire général ainsi que l'opinion et la communauté scientifique internationale de tous phénomènes qu'ils ont constatés dans l'espace extra-atmosphérique, y compris la Lune et les autres corps célestes, qui pourraient présenter un danger pour la vie ou la santé de l'homme, et également de tous signes de vie organique.

### Article XIII, paragraphe 2

Les Etats parties reconnaissent que des arrangements détaillés concernant la responsabilité en cas de dommages subis sur la Lune, venant s'ajouter aux dispositions du Traité sur les principes régissant les activités des Etats en matière d'exploration et d'utilisation de l'espace extra-atmosphérique, y compris la Lune et les autres corps célestes, et à celles de la Convention sur la responsabilité internationale pour les dommages causés par des objets spatiaux, pourraient devenir nécessaires par suite du développement des activités s'exerçant sur la Lune et conviennent qu'une conférence des Etats parties au présent Traité sera convoquée par les gouvernements dépositaires à la demande d'un tiers des Etats parties, aux fins d'élaborer lesdits arrangements.

III. Texte de l'Article X figurant dans l'annexe rapport de 1973 du  
Sous-Comité juridique (A/AC.105/115, annexe I, p. 34)

1. La Lune ne peut faire l'objet d'appropriation nationale par aucune proclamation de souveraineté, ni par voie d'utilisation ou d'occupation, ni par aucun autre moyen.

2. La surface de la Lune, son sous-sol et, sous réserve des dispositions du paragraphe 2 de l'article V, les parties de ces zones, quelles qu'elles soient, et leurs ressources naturelles ne peuvent devenir la propriété d'Etats, d'organisations internationales intergouvernementales ou non gouvernementales, d'organisations nationales ou d'entités non gouvernementales, ni de personnes physiques. La mise en place sur la surface ou sous la surface de la Lune de personnel ou de véhicules, matériel, stations, installations ou équipement spatiaux, y compris d'ouvrages reliés à sa surface ou à son sous-sol, ne crée pas de droits de propriété sur une partie de la surface ou du sous-sol de la Lune.

Les dispositions ci-dessus s'entendent sous réserve du régime international visé au paragraphe 4 du présent article.

3. Les Etats parties ont également droit à explorer et à utiliser la Lune, y compris à exploiter ses ressources naturelles sans discrimination d'aucune sorte, aux conditions stipulées dans le présent Traité.

4. Les Etats parties s'engagent à établir un régime international régissant l'exploitation des ressources naturelles de la Lune lorsque cette exploitation deviendra possible.

5. Ledit régime international aura pour buts principaux d'assurer la mise en valeur méthodique et sans danger et la gestion rationnelle des ressources naturelles de la Lune, de développer les possibilités d'utilisation de la Lune et de ménager une répartition équitable entre tous les Etats des avantages qui en résulteront, compte tenu, en particulier, des intérêts et des besoins des pays en voie de développement.

6. Les gouvernements dépositaires convoqueront une conférence de tous les Etats parties, sur la demande d'un tiers desdits Etats, afin de donner effet aux dispositions du paragraphe 4 du présent article, sur la base du principe selon lequel les ressources naturelles de la Lune sont le patrimoine commun de l'humanité.

7. Il ne sera exercé sur la Lune, en ce qui concerne ses ressources naturelles, aucune activité qui risque d'être incompatible avec les buts du régime international devant être établi comme il est spécifié au paragraphe 5 du présent article.

IV. Texte de l'article X proposé par l'Autriche  
(A/AC.105/L.74)

1. La Lune et les autres corps célestes ne peuvent faire l'objet d'appropriation nationale par aucune proclamation de souveraineté, ni par voie d'utilisation ou d'occupation, ni par aucun autre moyen.

2. La surface de la Lune et des autres corps célestes, leur sous-sol, les parties de ces zones, quelles qu'elles soient, et les ressources naturelles qui s'y trouvent ne peuvent devenir la propriété d'Etats, d'organisations internationales intergouvernementales ou non gouvernementales, d'organisations nationales ou d'entités non gouvernementales, ni de personnes physiques. La mise en place sur la surface ou sous la surface de la Lune et des autres corps célestes de personnel ou de véhicules, matériel, stations, installations ou équipements spatiaux, y compris d'ouvrages reliés à leur surface ou à leur sous-sol, ne crée pas de droits de propriété sur une partie de la surface ou du sous-sol de la Lune ou d'autres corps célestes.

Les dispositions qui précèdent s'entendent sous réserve du régime international visé au paragraphe 4 du présent article.

3. Les Etats parties ont également droit à explorer et à utiliser la Lune et les autres corps célestes, sans discrimination d'aucune sorte, aux conditions stipulées dans le présent Traité.

4. Les Etats parties s'engagent à établir un régime international, y compris des procédures appropriées, régissant l'exploitation des ressources naturelles de la Lune et des autres corps célestes lorsque cette exploitation deviendra possible.

5. Afin de faciliter l'établissement du régime international mentionné au paragraphe 4 du présent article, les Etats parties doivent porter à la connaissance du Secrétaire général, ainsi que du public et de la communauté scientifique mondiale, autant qu'il est possible et praticable, toute ressource naturelle qu'ils auront pu découvrir sur la Lune ou sur d'autres corps célestes.

6. Ledit régime international aura pour buts principaux d'assurer la mise en valeur méthodique et sans danger et la gestion rationnelle des ressources naturelles de la Lune et des autres corps célestes, de développer les possibilités d'utilisation de la Lune et des autres corps célestes et de ménager une répartition équitable entre tous les Etats parties des avantages qui en résulteront, compte tenu, en particulier, des intérêts et des besoins des pays en voie de développement.

7. Toutes les activités ayant trait aux ressources naturelles de la Lune ou des autres corps célestes seront exercées d'une manière compatible avec les buts du régime international à établir, tels qu'ils sont spécifiés au paragraphe 6 du présent article.

8. Les gouvernements dépositaires convoqueront une conférence de tous les Etats parties, sur la demande d'un tiers desdits Etats, afin de donner effet aux dispositions du paragraphe 4 du présent article, sur la base du principe selon lequel les ressources naturelles de la Lune et des autres corps célestes sont le patrimoine commun de l'humanité, compte dûment tenu des dispositions du paragraphe 2 de l'article V du présent Traité.

## Appendice B<sup>\*\*\*</sup>

### PROJET DE CONVENTION SUR L'IMMATRICULATION DES OBJETS LANCES DANS L'ESPACE EXTRA-ATMOSPHERIQUE

#### Préambule

Les Etats parties à la présente Convention,

Reconnaissant qu'il est de l'intérêt commun de l'humanité tout entière de favoriser l'exploration et l'utilisation de l'espace extra-atmosphérique à des fins pacifiques,

Rappelant que le Traité sur les principes régissant les activités des Etats en matière d'exploration et d'utilisation de l'espace extra-atmosphérique, y compris la Lune et les autres corps célestes, affirme que les Etats ont la responsabilité internationale des activités nationales dans l'espace extra-atmosphérique et mentionne l'Etat sur le registre duquel est inscrit un objet envoyé dans l'espace extra-atmosphérique,

Rappelant également que l'Accord sur le sauvetage des astronautes, le retour des astronautes et la restitution des objets lancés dans l'espace extra-atmosphérique prévoit que l'autorité de lancement doit fournir, sur demande, des données d'identification avant qu'un objet qu'elle a lancé dans l'espace extra-atmosphérique et qui est tombé en la possession d'un autre Etat partie ne lui soit restitué,

Rappelant en outre que la Convention sur la responsabilité internationale pour les dommages causés par des objets spatiaux établit des règles et des procédures internationales relatives à la responsabilité qu'assument les Etats de lancement pour les dommages causés par leurs objets spatiaux,

Prenant note du Traité concernant la Lune /et les autres corps célestes/, relatif à un régime juridique international pour l'exploration et l'utilisation de la Lune /et des autres corps célestes/,

Désireux, compte tenu du Traité sur les principes régissant les activités des Etats en matière d'exploration et d'utilisation de l'espace extra-atmosphérique, y compris la Lune et les autres corps célestes, de prévoir l'immatriculation par un Etat de lancement des objets spatiaux lancés dans l'espace extra-atmosphérique,

Désireux en outre d'établir un registre central des objets lancés dans l'espace extra-atmosphérique, où l'inscription serait obligatoire et qui serait tenu par le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies,

Désireux également de fournir aux Etats parties des moyens et des procédures supplémentaires pouvant aider à identifier des objets spatiaux aux fins énoncées dans la présente Convention,

<sup>\*\*\*</sup> Pour les positions des délégations, leurs réserves, leurs interprétations et leurs propositions, consulter les rapports (en particulier le document A/8720) et les comptes rendus sténographiques de séance du Comité, ainsi que les rapports (en particulier les documents A/AC.105/101 et A/AC.105/115) et les comptes rendus analytiques de séance du Sous-Comité juridique.

Estimant qu'un système obligatoire d'immatriculation des objets lancés dans l'espace extra-atmosphérique contribuerait, en particulier, à l'identification desdits objets et faciliterait l'application et le développement du droit international régissant l'exploration et l'utilisation de l'espace extra-atmosphérique,

Sont convenus de ce qui suit :

#### Article premier

Aux fins de la présente Convention,

a) L'expression "Etat de lancement" désigne :

i) Un Etat qui procède ou fait procéder au lancement d'un objet spatial;

ii) Un Etat dont le territoire ou les installations servent au lancement d'un objet spatial.

b) L'expression "objet spatial" désigne également les éléments constitutifs d'un objet spatial, ainsi que son lanceur et les éléments de ce dernier.

c) L'expression "Etat d'immatriculation" désigne un Etat de lancement sur le registre duquel un objet spatial est inscrit conformément à l'article II.

#### Article II

1. Lorsqu'un objet spatial est lancé sur une orbite terrestre ou au-delà<sup>x</sup>, l'Etat de lancement l'immatricule au moyen d'une inscription sur un registre approprié placé sous son contrôle. L'Etat de lancement informe le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies de la création dudit registre.

2. Lorsque, pour un objet spatial lancé sur une orbite terrestre ou au-delà, il existe deux ou plusieurs Etats de lancement, ceux-ci déterminent conjointement lequel d'entre eux doit immatriculer ledit objet conformément au paragraphe 1 du présent article, en tenant compte des dispositions de l'article VIII du Traité sur les principes régissant les activités des Etats en matière d'exploration et d'utilisation de l'espace extra-atmosphérique, y compris la Lune et les autres corps célestes, et sans préjudice des accords appropriés qui ont été ou qui seront conclus entre les Etats de lancement au sujet de la juridiction et du contrôle sur l'objet spatial et sur tout personnel de ce dernier.

3. La teneur de chaque registre et les conditions dans lesquelles il est tenu sont déterminées par l'Etat d'immatriculation intéressé.

---

<sup>x</sup> L'expression anglaise "into earth orbit or beyond", utilisée dans les divers articles du présent projet de convention, est inspirée de la terminologie utilisée dans la résolution 1721 B (XVI) de l'Assemblée générale. Cependant, une délégation a été d'avis qu'il y aurait lieu d'examiner plus avant la manière dont elle devrait être rendue dans les différentes langues officielles.

### Article III

1. Chaque Etat d'immatriculation fournit au Secrétaire général aussitôt que possible les renseignements ci-après concernant chaque objet spatial lancé sur une orbite terrestre ou au-delà :

- a) Nom de l'Etat ou des Etats de lancement;
- b) Indicatif international approprié ou numéro d'immatriculation;
- c) Date et territoire ou installations de lancement;
- d) Principaux paramètres de l'orbite, y compris :
  - i) La période nodale,
  - ii) L'inclinaison,
  - iii) L'apogée,
  - iv) Le périhélie;
- e) Fonction générale de l'objet spatial.

2. Un Etat d'immatriculation peut de temps à autre communiquer au Secrétaire général des renseignements supplémentaires concernant un objet spatial qu'il a lancé sur une orbite terrestre ou au-delà.

3. Chaque Etat d'immatriculation informe le Secrétaire général, dans toute la mesure réalisable et aussitôt que possible, des objets spatiaux au sujet desquels il a antérieurement communiqué des renseignements et qui ont été mais qui ne sont plus sur une orbite terrestre.

### /Article III bis

Lorsqu'un objet spatial lancé sur une orbite terrestre ou au-delà est marqué au moyen d'un indicatif international approprié ou d'un numéro d'immatriculation, l'Etat d'immatriculation /, s'il le juge utile, / notifie ce fait au Secrétaire général. Dans ce cas, le Secrétaire général inscrit ce renseignement dans le registre central en même temps que les renseignements relatifs à l'objet spatial fournis en vertu de l'article III. /

### Article IV

1. Le Secrétaire général assure la gestion d'un registre central à partir des renseignements fournis en vertu de l'article III de la présente Convention.

2. L'accès à tous les renseignements figurant sur ce registre est entièrement libre.

## Article V

Dans le cas où l'application des dispositions de la présente Convention n'aura pas permis à un Etat partie d'identifier un objet spatial qui a causé un dommage audit Etat partie ou à une personne morale ou physique relevant de sa juridiction, ou qui risque d'être dangereux ou nocif, les autres Etats parties, y compris en particulier les Etats qui disposent d'installations pour l'observation et la poursuite des objets spatiaux, devront faire de leur mieux pour répondre à toute demande d'assistance en vue d'identifier un tel objet, à laquelle il pourra être accédé dans des conditions équitables et raisonnables et qui leur sera présentée par ledit Etat partie ou par le Secrétaire général en son nom. L'Etat partie présentant une telle demande communiquera, dans toute la mesure du possible, des renseignements sur la date, la nature et les circonstances des événements ayant donné lieu à la demande. Les arrangements fixant les modalités de cette assistance feront l'objet d'un accord entre les parties intéressées.

## Article VI

1. Dans la présente Convention, à l'exception des articles VII à X inclus, les références aux Etats s'appliquent à toute organisation internationale intergouvernementale qui se livre à des activités spatiales, si cette organisation déclare accepter les droits et les obligations prévus dans la présente Convention et si la majorité des Etats membres de l'organisation sont des Etats parties à la présente Convention et au Traité sur les principes régissant les activités des Etats en matière d'exploration et d'utilisation de l'espace extra-atmosphérique, y compris la Lune et les autres corps célestes.

2. Les Etats membres d'une telle organisation qui sont des Etats parties à la présente Convention prennent toutes les dispositions voulues pour que l'organisation fasse une déclaration en conformité du paragraphe précédent.

## Article VII

1. La présente Convention est ouverte à la signature de tous les Etats. Tout Etat qui n'aura pas signé la présente Convention avant son entrée en vigueur conformément au paragraphe 3 du présent article pourra y adhérer à tout moment.

2. La présente Convention sera soumise à la ratification des Etats signataires. Les instruments de ratification et les instruments d'adhésion seront déposés auprès des gouvernements des Etats-Unis d'Amérique, du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord et de l'Union des Républiques socialistes soviétiques, qui sont ainsi désignés comme gouvernements dépositaires.

3. La présente Convention entrera en vigueur à la date du dépôt du cinquième instrument de ratification.

4. Pour les Etats dont les instruments de ratification ou d'adhésion seront déposés après l'entrée en vigueur de la présente Convention, celle-ci entrera en vigueur à la date du dépôt de leurs instruments de ratification ou d'adhésion.

5. Les gouvernements dépositaires informeront sans délai tous les Etats qui auront signé la présente Convention ou y auront adhéré de la date de chaque signature, de la date du dépôt de chaque instrument de ratification de la présente Convention ou d'adhésion à la présente Convention, de la date d'entrée en vigueur de la Convention, ainsi que de toute autre communication.

6. La présente Convention sera enregistrée par les gouvernements dépositaires conformément à l'Article 102 de la Charte des Nations Unies.

#### Article VIII

Tout Etat partie à la présente Convention peut proposer des amendements à la Convention. Les amendements prendront effet à l'égard de chaque Etat partie à la Convention acceptant les amendements dès qu'ils auront été acceptés par la majorité des Etats parties à la Convention et, par la suite, pour chacun des autres Etats parties à la Convention, à la date de son acceptation desdits amendements.

#### Article VIII bis

Dix ans après l'entrée en vigueur de la présente Convention, la question de son réexamen sera inscrite à l'ordre du jour provisoire de l'Assemblée générale de l'Organisation des Nations Unies, et l'Assemblée étudiera, à la lumière de l'application qui en aura été faite, s'il convient de réviser la présente Convention.

Toutefois, cinq ans au moins après la date d'entrée en vigueur de la présente Convention, une conférence des Etats parties à la présente Convention sera convoquée, à la demande d'un tiers desdits Etats et avec l'assentiment de la majorité d'entre eux, afin de réexaminer la présente Convention. Ce réexamen tiendra compte en particulier de tous progrès techniques réalisés en la matière.

#### Article IX

Tout Etat partie à la Convention peut, un an après l'entrée en vigueur de la Convention, communiquer son intention de cesser d'y être partie par voie de notification écrite adressée aux gouvernements dépositaires. Cette notification prendra effet un an après la date à laquelle elle aura été reçue.

#### Article X

La présente Convention, dont les textes anglais, chinois, espagnol, français et russe font également foi, sera déposée dans les archives des gouvernements dépositaires. Des copies dûment certifiées de la présente Convention seront adressées par les gouvernements dépositaires aux gouvernements des Etats qui auront signé la Convention ou qui y auront adhéré.

EN FOI DE QUOI les soussignés, dûment habilités à cet effet, ont signé la présente Convention.

FAIT en \_\_\_\_\_ exemplaires, à \_\_\_\_\_,  
le \_\_\_\_\_ mil neuf cent soixante \_\_\_\_\_.



---

#### **HOW TO OBTAIN UNITED NATIONS PUBLICATIONS**

United Nations publications may be obtained from bookstores and distributors throughout the world. Consult your bookstore or write to: United Nations, Sales Section, New York or Geneva.

#### **COMMENT SE PROCURER LES PUBLICATIONS DES NATIONS UNIES**

Les publications des Nations Unies sont en vente dans les librairies et les agences dépositaires du monde entier. Informez-vous auprès de votre librairie ou adressez-vous à: Nations Unies, Section des ventes, New York ou Genève.

#### **КАК ПОЛУЧИТЬ ИЗДАНИЯ ОРГАНИЗАЦИИ ОБЪЕДИНЁННЫХ НАЦИЙ**

Издания Организации Объединённых Наций можно купить в книжных магазинах и агентствах во всех районах мира. Наводите справки об изданиях в нашем книжном магазине или пишите по адресу: Организация Объединённых Наций, Секция по продаже изданий, Нью-Йорк или Женева.

#### **COMO CONSEGUIR PUBLICACIONES DE LAS NACIONES UNIDAS**

Las publicaciones de las Naciones Unidas están en venta en librerías y casas distribuidoras en todas partes del mundo. Consulte a su librero o diríjase a: Naciones Unidas, Sección de Ventas, Nueva York o Ginebra.

---